



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 02 novembre 2017**

-----

**PROCES-VERBAL**

*Monsieur le Président déclare la séance ouverte.*

**Monsieur le Président**

Avant de commencer les informations et l'ordre du jour je demande à Mademoiselle Bodkin de bien vouloir venir à la tribune pour faire l'appel. Je demande Madame Galabrun-Boulbes, première Vice-présidente, de venir également la tribune.

*Madame Bodkin procède à l'appel.*

**Maud BODKIN**

L'appel est clos, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci.

Simplement, veuillez corriger le fait que je représente, avant qu'elle n'arrive, Madame Perla Danan qui va nous rejoindre. Merci. Le quorum est très largement atteint. Cette assemblée peut valablement délibérer. Avant de passer à l'ordre du jour et aux informations d'usage, je voudrais demander à Monsieur Mohammed Boumediane Président-Directeur Général de la magnifique entreprise "Ziwi" de bien vouloir me rejoindre à la tribune. Nous allons lui décerner la médaille de citoyen d'honneur de la Montpellier Méditerranée Métropole.

**Monsieur le Président**

Monsieur, vous êtes né en 1987 au Maroc, à Meknès, située près de Fès, notre ville jumelle et, surtout, je devrais dire, vous êtes né sous les bons offices des fées numériques qui ont conduit, depuis votre tout jeune âge, vos recherches, et l'ensemble des diplômes que vous avez obtenus, notamment dans le domaine de la cyber sécurité. À l'âge de 14 ans, vous participez à des concours pour détecter les failles de sécurité de Google, de Microsoft. Dans la foulée, vous lancez une première version d'un outil automatisé de détection de failles de sécurité. Votre parcours démarre au Maroc et vous poursuivez à l'école française Cryptis de Limoges pour y décrocher un diplôme d'ingénieur en sécurité de l'information et cryptologie. En 2011, avec le soutien du BIC de Montpellier, vous créez la société Ziwi. Elle devient, en quelques années, le leader européen de la cybersécurité. Grâce au produit « https », un bouclier protégeant les serveurs qui gèrent les données de vos clients. Très vite, la réputation de Ziwi dépasse les frontières nationales. Tous les experts de la planète la connaissent. Des entreprises du CAC 40, de grands groupes internationaux comme Adobe, Oracle, Twitter, ou encore Google, font appel à votre expertise. Mais, aussi, le Ministère de la défense et le Ministère de l'intérieur. Toutefois, si le groupe Ziwi est aujourd'hui présent dans 5 pays devenant ainsi leader européen de la cybersécurité, votre base, avec vos bureaux, reste à Montpellier. Je sais que vous appréciez particulièrement le charme de la ville et de sa Métropole. Vous avez ouvert, le 7 mars dernier, le plus grand cyber défense *center* privé en Europe. Et avez choisi Montpellier pour l'implanter. Vous et vos équipes, vous avez récemment lancé *Start invest*, un fonds pour dynamiser l'innovation en France et pour financer les start-ups dans le domaine de la défense et de la cyberdéfense. Cette initiative démontre combien vous êtes attaché, à l'image de votre propre parcours, à la ville mais aussi à l'écosystème que la Métropole de Montpellier propose, notamment en termes d'accompagnement des jeunes *start-ups* et des jeunes entreprises.

Vous devez votre succès à vos grandes compétences et celles de vos équipes, mais aussi à votre audace, celle qui doit inspirer les jeunes entrepreneurs de la *French Tech*, présents sur le territoire métropolitain. Vous êtes un exemple. Cette réussite est une nouvelle preuve que la Métropole de Montpellier est un bon terroir riche de talents pour les entreprises innovantes. Qu'elle sait accueillir, accompagner, intégrer. Je salue d'ailleurs tout le travail effectué par Madame Marion, Chantal, qui est responsable du développement économique de la *French Tech* ainsi que du BIC ainsi que toutes les équipes de la Métropole que je tiens à remercier particulièrement, sous la houlette du directeur général Christian Fina. Ainsi, Monsieur Boumediane, pour rendre hommage à cette belle réussite qui est la vôtre, et au risque de brusquer la modestie et la réserve dont vous faites preuve, j'ai le plaisir de vous remettre, au nom de l'ensemble des élus du Conseil métropolitain, la médaille de citoyen d'honneur de Montpellier Méditerranée Métropole en vous remerciant particulièrement de la visite que vous m'avez permise de faire dans vos locaux et, je dirais, de l'apprentissage sommaire que vous avez souhaité me transmettre sur des techniques qui sont extraordinairement complexes mais qui montrent la réalité du monde d'aujourd'hui. Quand on parle de *Smart city*, aujourd'hui, on est dans le sujet de la cybersécurité. C'est pour cela que votre réussite est exemplaire. Et nous éclaire aussi en termes de décideurs, dans nos collectivités locales publiques.

## **Mohammed BOUMEDIANE**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Merci pour cette médaille. En vous remerciant, je remercie la personne pour qui j'ai beaucoup d'admiration, du fait de son parcours et de sa vision. Et, aussi, le Président d'une Métropole qui, comme vous l'avez souligné, nous a beaucoup aidés, à travers un certain nombre de dispositifs d'accompagnement pour entrepreneurs. Ziwit est aujourd'hui le leader européen de la cybersécurité. Nous veillons à la sécurité informatique des plus importantes sociétés au monde. Des états membres de l'OTAN, ainsi qu'à la sécurité des hommes les plus puissants sur terre. Nous avons créé l'exception, dans notre secteur d'activité, mais nous avons surtout confirmé la règle qui veut que Montpellier Méditerranée Métropole soit une Métropole de *start-ups* et ce depuis 1987. Ceci prouve que cette Métropole, dans la continuité d'un passé riche, historiquement, a toujours eu des années d'avance, et une vision stratégique orientée vers le futur. C'est l'occasion, aussi, pour moi, de remercier les gens qui m'ont aidé à en arriver là aujourd'hui. Mon équipe, bien sûr, ma famille, mes amis, et surtout l'écosystème montpellierain. Sans oublier, bien sûr la Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, Madame Chantal Marion et, aussi, votre conseiller, Rabii Youssous. Aujourd'hui, nous avons pour objectif de devenir le leader mondial de la cybersécurité. Et nous allons le devenir. Nous sommes deux, Monsieur le Président, à avoir de grands projets et de vrais objectifs à la hauteur de ce que mérite ce territoire et cette Métropole. Je vous remercie

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Montpellier a des talents exceptionnels et, souvent, on ne les connaît pas. C'est l'occasion pour nous de les mettre en lumière. Les médailles de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier, comme le font beaucoup de communes, et celle de la Métropole, font partie de ces moyens pour souligner les grandes qualités de nos *start-uppers* et de nos entrepreneurs.

### **Monsieur le Président**

Avant d'entamer l'ordre du jour, je voudrais vous faire part d'un certain nombre d'informations qui intéressent le Conseil de Métropole. A partir du 6 novembre, se tiendra, dans le hall de la mairie de Montpellier, l'exposition sur les différents scénarii qui concernent la modification de la DUP de la ligne cinq de tramway. Le 28 novembre, nous tiendrons ici même une réunion publique qui aura pour mission de déterminer le trajet préférentiel choisi pour éviter le parc Montcalm et assurer la continuité ferroviaire entre la place Saint Denis et l'ouest de la Métropole.

J'ai reçu plusieurs courriers importants dont je vais vous faire part.

Premier point, un courrier de Madame la Ministre des sports, Laura Flessel, qui prend acte de notre candidature pour recevoir les épreuves des jeux olympiques et paralympiques de 2024. Un courrier également, de la part de Tony Estanguet, suite à la demande que nous avons faite auprès du CIO pour abriter un certain nombre de délégations lors des JO. Un courrier de Monsieur Édouard Philippe, Premier ministre, qui transmet à Monsieur Jacques Mézard, Ministre de la cohésion des territoires, la demande que nous avons formulée pour une révision du zonage locatif de la Métropole de Montpellier. Un courrier de la Commission européenne au nom de Madame Violeta Bulc, commissaire européen des transports, qui prend acte de notre souhait de soutenir le segment transfrontalier de LGV entre Montpellier et Barcelone. Suite au courrier que j'avais adressé à la Commission européenne. Un courrier de Monsieur Pouëssel, Préfet de l'Hérault, qui nous autorise à intégrer dans le projet ANRU 2 la démolition de la tour d'Assas comme opération anticipée. Et, donc, il nous autorise aux travaux préliminaires.

Enfin, un certain nombre de modifications qui touchent aux groupes et à leur composition. C'est un peu fastidieux mais, comme les choses fluctuent, il est de mon devoir de vous en rendre compte en temps réel. Donc, à ce jour, nous avons trois groupes politiques dans cette Assemblée.

Le premier groupe, sous la conduite du Maire de Beaulieu, Monsieur Arnaud Moynier, est composé de Monsieur Arnaud Moynier, de Monsieur Jacques Domergue, de Gérard Lannelongue, de Jean-Noël Fourcade, et de Geniès Balazun.

Le deuxième groupe, sous la houlette de Madame Touzard, Maire de Murviel-lès-Montpellier est composé de Monsieur Véra, Monsieur Quilès, de Madame Cassar, de Madame Touzard, de Monsieur Larue, de Monsieur Raymond, de Madame Panos, de Monsieur Bonnal, de Monsieur Caizergues, de Monsieur Eric Pastor, de Monsieur Cyril Meunier, de Madame Carole Donada, de Monsieur René Revol, de Madame Claire Jabado, de Monsieur Jean-Pierre Grand, de Monsieur Thierry Dewintre, de Madame Catherine Dardé, de Monsieur Christophe Cour.

Le Premier groupe est composé de 5 membres et le deuxième de 18 membres.

Vient ensuite le groupe majoritaire. C'est un peu long mais je vais quand même le dire. Madame Destailhats, Monsieur Meissonnier, Monsieur Pastor, Madame Illaire, Monsieur Breysse, Monsieur Alauzet, Madame Fourcade, Madame Michel, Monsieur Savy, Madame Buono, Monsieur Abert, Madame Acquier, Monsieur Barral, Madame Barthas-Orsal, Madame Bodkin, Madame Bouallaga, Monsieur Castre, Monsieur Cotte, Monsieur Cousquer, Madame Danan, Madame Dasylyva, Madame Demon, Monsieur De Verbizier, Monsieur Di Rugiero, Madame Dray-Fitoussi, Monsieur El Kandoussi, Madame Jannin, Madame Kerangueven, Monsieur Krzyzanski, Monsieur Levita, Madame Levy-Rameau, Monsieur Majdoul, Monsieur Malek, Madame Marion, Madame Marsala, Madame Miralles, Madame Navarre, Madame Perez, Madame Roussel-Galiana, Madame Santarelli, Monsieur Saurel, Monsieur Tortorici, Monsieur Travier, Madame Yague, Monsieur Youssous, Monsieur Rico, Monsieur Lussert, Madame Guiraud, Madame Galabrun-Boulbes, Monsieur Jaoul, Madame Lloret, Monsieur Dudieuzère, Madame Clarac, et Monsieur Ségura. Ce qui porte le tout à un total de 54 membres.

Il y a ensuite un certain nombre d'élus indépendants, qui ne font partie d'aucun groupe. Ils sont au nombre de 13. Je vais les citer. Monsieur Boumaaz, Madame Frêche, Madame Hart, Madame Lledo, Monsieur Martin, Monsieur Moure, Monsieur Calvat, Monsieur Audrin, Monsieur Fraysse, Monsieur Pellet, Monsieur Penso, Madame Gianiel, Monsieur Rouilleault, et Madame Brissaud. Donc 14.

Je vous ai donné les informations début de conseil. Je vais passer maintenant à l'ordre du jour.

#### **AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

##### **Monsieur le Président**

L'ordre du jour comporte 82 affaires.

##### **René REVOL**

Nous allons discuter, le 27 novembre prochain, du SCoT. Il identifie que l'un des problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés est d'une manière générale la question de la mobilité. Donc, je veux poser une simple question au nom du groupe de Coopération Métropolitaine. Quand mettrons-nous à l'ordre du jour le schéma directeur de mobilité, sur lequel nous nous étions engagés le 16 juin 2014 ? Comme il a été reporté plusieurs fois, en dehors des problèmes qu'a posés ce report, la question que l'on se pose est : quand est-ce que nous allons pouvoir délibérer sur ce schéma directeur. Merci de votre réponse.

##### **Monsieur le Président**

Nous en parlerons ensemble d'abord, en conférence des maires.

Je mets aux voix. Adoptée à l'unanimité.

*L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.*

#### **AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 27 SEPTEMBRE 2017**

##### **Monsieur le Président**

Est-ce que quelqu'un souhaite apporter des modifications à ce compte-rendu ? Je le mets aux voix.

Adoptée l'unanimité des exprimés, car il y a une abstention.

*Le procès-verbal de la séance du mercredi 27 septembre 2017 est adopté à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

#### **AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

*Le Conseil prend acte de ces décisions.*

**AFFAIRE N° 4 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - FINANCEMENT DES ENTREPRISES - SOUSCRIPTION AU FONDS AELIS INNOVATION - SOUSCRIPTION AU FONDS D'AMORÇAGE IRDINOV2 - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE ET D'AFFECTATION DES CREDITS**

**Monsieur le Président**

Il s'agit dans cette affaire de participer au fonds d'accompagnement et d'aide régional, en abondant ce fonds à hauteur d'une aide de 3 millions d'euros. De 2,5 millions de d'euros sur le fonds d'innovation et de 500 000 euros sur le fonds d'amorçage. C'est pour l'accompagnement, en termes économiques, des entreprises.

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'a pas pris part au vote : Mme C. MARION.

**AFFAIRE N° 5 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARTENARIAT AGENCE FRANCE ENTREPRENEUR - APPEL A PROJETS POUR L'ENTREPRENEURIAT DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. P. KRZYZANSKI sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Je vais donner la parole à Madame Marion. Je souhaitais vous faire un petit point, au début, sur le déplacement en Chine avec l'ensemble des services que j'ai eu l'honneur et l'occasion de réaliser pour le compte à la fois de la Ville et de la Métropole. Je le ferai parce que c'est trop important pour qu'on puisse le faire à la va-vite, au cours d'une conférence de presse, avec les chefs d'entreprises qui m'ont accompagné, avec les représentants médicaux et hospitaliers, avec les viticulteurs qui m'ont accompagné également. Afin que ce compte-rendu soit le plus fidèle possible à la réalité et qu'ils rendent compte concrètement des effets positifs de ces relations de coopération entre la ville de Chengdu, qui a 16 millions d'habitants et qui est la huitième ville de Chine, et la Ville et Métropole.

**Chantal MARION**

Il s'agit d'un partenariat avec l'Agence France Entrepreneur avec des appels à projets pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires. C'est un dispositif de coordination et d'animation qui répond complètement, à partir des priorités stratégiques que l'on s'était posées, au niveau du contrat de ville de Montpellier avec l'État. L'enjeu majeur et global du PODEM est de mettre en œuvre une politique locale de l'insertion et de l'emploi partenariale, selon les axes que vous connaissez. Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème, comme on l'a déjà fait, organiser des parcours d'insertion vers l'emploi et l'entrepreneuriat. Et coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés. La nouveauté, dans ce rapport, c'est que l'Agence France Entrepreneur, AFE, qui est l'ex APCE, a pour objet de renforcer et mieux coordonner l'action nationale et locale. En faveur des entreprises et de l'entrepreneuriat. Ceci afin de favoriser les créations d'entreprises dans les quartiers dits prioritaires et politique de la ville. D'agir notamment au niveau des TPE et PME, et d'innover pour créer un cadre plus favorable à l'initiative économique. Pour cela, l'AFE a bénéficié, de la part de l'État, d'une donation, spécifique, qui vise à soutenir les initiatives structurantes, via les Régions et les Métropoles. Il y a eu pour cela un appel à manifestation d'intérêt qui a été lancé en 2017. La Métropole de Montpellier, qui est toujours vigilante sur ce genre d'appel, a proposé sa candidature. Elle a été retenue par l'agence au titre d'appels à projets pour la période 2018-2020. Ces appels à projets, évidemment, s'inscrivent dans le cadre du PODEM. À travers ses projets annuels, la Métropole prévoit de consacrer 180 000 euros sur trois ans aux appels à projets et l'agence va apporter un soutien d'un montant égal. Soit 180 000 euros versés à la Métropole pour la période 2018-2020. Il y a un cahier des charges spécifique de suivi, avec des publiques cibles qui vont être choisis, des projets attendus. Avec une particularité. Le programme est un programme d'initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires. Et des modalités de gestion de l'appel à projets. En ce qui concerne l'appel 2018, il est proposé de lancer l'appel à projets en novembre 2017. Avec l'ensemble des partenaires, État, Cour des Comptes, Région et Métropole. Je vous demande donc de voter une convention cadre sur la période 2017-2020 ayant pour objet de définir les modalités de coopération et également une convention d'application pour l'exercice 2018 ayant pour objet de définir les conditions particulières applicables au financement par l'agence de l'appel à projets.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 6 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU BRGM POUR LE PROJET DEM'EAUX - AVENANT A LA CONVENTION DE FINANCEMENT**

*M. JP. GRAND sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme C. DARDE.*

*M. A. LARUE n'est plus représenté.*

**Chantal MARION**

C'est quelque chose de très important, ce projet DEM'EAUX, car il s'appuie sur deux réservoirs d'eau souterraine, de l'étang de Thau et de Roussillon. Pour votre information, vous savez que l'étang de Thau est soumis à des flux divers, entre autres l'alimentation de l'eau potable au niveau du développement économique, l'activité conchylicole, ainsi que le thermalisme au niveau de Balaruc-les-Bains. Ce secteur est situé à la convergence souterraine entre, entre autres, les eaux karstiques des Causes, d'Aumelas et de la Gardiole, également les eaux d'origine marine venant de l'étang et de la mer, et des eaux thermales. Or, ces interactions, en ce moment, voient des changements, du fait du réchauffement climatique. En effet les aquifères karstiques et thermales de la presqu'île de Balaruc subissent des phénomènes d'intrusion des eaux saumâtres de la mer et des étangs. Il y a également un phénomène d'inversac puisque la Vise reçoit ces eaux marines. Alors qu'elle fournit théoriquement une eau douce très utile à la vie biologique de l'étang de Thau. Ces études vont justement porter sur la manière de travailler sur ces flux. Une subvention de 200 000 euros avait déjà été votée en Conseil métropolitain mais, vu le démarrage du projet qui a été retardé notamment sur l'acquisition des équipements financés par la Métropole, on vous demande de reporter la date qui était prévue en décembre 2016, au 31 novembre 2017.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 7 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT (IRD) POUR LE PROJET CELIMER - AVENANT A LA CONVENTION**

**Chantal MARION**

Nous avons déjà présenté ce projet en Conseil métropolitain. Il avait été voté. Il se situe sur Sète, Palavas et Montpellier. Il est très important. C'est une étude biologique unique en France. Ce projet permet de développer un véritable espace de recherche performante et attractive. Il y a également une subvention de 200 000 euros dans le cadre du CPER qui avait été attribuée. De même, il y a un retard dû à la priorité d'acquisition des équipements initialement prévus. Donc, je vous demande de reporter la date du 14 décembre 2016 au 31 novembre 2017.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

**AFFAIRE N° 8 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITE MONTPELLIER POUR LE PROJET BNIF - CONVENTION - AVENANT A LA CONVENTION**

**Chantal MARION**

Ce projet est important car il touche directement l'université de Montpellier. BNIF a deux activités principales. C'est tout d'abord une plate-forme de services en imagerie afin de répondre à des questions biologiques et, d'autre part, celle de démonstrateur dans le développement et la mise en œuvre de nouvelles

technologies d'imagerie qui doivent être disponibles pour les entreprises et les *start-ups*. Ce sont des outils très performants. De même, du fait de retard pris dans la passation de marchés publics, pour l'acquisition de ces équipements, je vous demande de repousser du 14 décembre 2016 au 31 novembre 2017.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

**AFFAIRE N° 9 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CITE INTELLIGENTE - MISSION BARCELONE - SMART CITY EXPO WORLD CONGRESS DU 13 AU 16 NOVEMBRE 2017 - PARTICIPATION - APPROBATION**

**Chantal MARION**

Vous connaissez la position de la Métropole sur la *Smart City*. Ce congrès est le plus grand congrès touchant à la cité intelligente. A Barcelone. Nous y avons participé, il y a deux ans, en faisant un stand commun avec des villes françaises. Ce congrès reçoit 17 000 visiteurs, avec des stands extraordinaires sur la cité intelligente. Le Ministère de la cohésion écologique et solidaire, et le Ministère de la cohésion des territoires présents sur le stand institut de la ville durable, a proposé à la Métropole d'intervenir en binôme avec une entreprise dans le champ de la mobilité innovante. C'est donc un appel très fort que l'on nous a donné. Nous allons donc participer à une table ronde et mettre en avant tout ce que la cité intelligente a fait au niveau de la Métropole. Il y a de nombreuses conférences et il est intéressant d'y assister car nous apprenons toujours des autres. Trois techniciens vont se déplacer. Pour assister à ces conférences. Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 4 300 euros, maximum.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

**Monsieur le Président**

Avant de passer à l'affaire 10, je tiens particulièrement à remercier les services techniques de la Métropole qui ont changé le fond, qui ont changé la couleur. Mais, si je peux me permettre, et sans vouloir être trop précis ni trop embêtant, j'aime beaucoup le rouge brique, mais je préfère le rouge massif. Ce serait mieux s'il était possible de mettre plus de rouge.

**AFFAIRE N° 10 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A FRENCH SOUTH DIGITAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Chantal MARION**

Vous connaissez tous *French South Digital*, qui regroupe plus de 200 entreprises, sachant que nous n'avons pas encore recensé Ziwiit à qui nous avons remis la médaille. Ils ont tous été accompagnés par la Métropole au sein de la pépinière CAP Omega. Avec la maison du numérique, entre autres. Une subvention de 35 000 euros est proposée comme l'année dernière.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 11 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION "LA MELEE" - ANTENNE DE MONTPELLIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Chantal MARION**

Il s'agit d'un signe fort. Cette association est implantée à Toulouse également et a une antenne à Montpellier

depuis deux ans. Nous attendions de voir ce qu'ils faisaient. Ils font des choses bien. Entre autres, dernièrement, ils ont fait le train de l'innovation. Ils ont fait la nuit des réseaux dans laquelle les entreprises sont invitées. Comme signe fort, et en attendant qu'ils fassent mieux, une subvention de 2 000 euros est proposée.

#### **Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

#### **Monsieur le Président**

J'ai oublié de vous donner une information qui concerne davantage la Ville de Montpellier que les 31 communes. Mais le phénomène se répète aussi sur les autres communes et il est donc généralisé. Il s'agit des ragondins. Je suis opposé à l'éradication totale des ragondins. Je suis d'accord pour que la biodiversité soit respectée et que, sur le bassin Jacques Cœur, il y ait quelques ragondins. Mais vous savez comme moi que cette espèce se développe à une vitesse colossale et très rapide. Ils finissent par étouffer l'écosystème. C'est-à-dire qu'ils empêchent les autres systèmes de se développer. C'est la raison pour laquelle les fédérations de chasse sont autorisées par l'intermédiaire des « régulateurs » (le nom que portent les personnes qui en sont chargées) à réguler ces populations qui finissent par tout manger, y compris les animaux et les végétaux. Interrompant ainsi la véritable biodiversité. Il faut donc réguler la population des ragondins et en garder des quelques-uns. J'ai vu une pétition disant que je voulais tuer tous les ragondins. Or je ne suis pas un tortionnaire de cette espèce. Nous enlevons ceux qui sont envahissants et qui sont en surpopulation

Mais nous en gardons quelques-uns pour la biodiversité des lieux. Ce n'est quand même pas compliqué. Et je vois les enfants, autour du bassin Jacques Cœur, le soir. Qui vont donner du pain aux petits ragondins. Il y en a des gros. Ils finissent par les apprivoiser. Nous ne voulons pas tous les tuer, mais il ne faut pas non plus qu'ils tuent toutes les autres espèces et les végétaux et qu'ils abîment les digues. Vous savez que les digues sont abîmées par les ragondins qui finissent par les ronger. C'est une cause d'inondation. Il faut donc raison garder. Il faut quelques ragondins et donc je protégerai ceux qui sont sur le bassin Jacques Cœur, mais je ne les stériliserai pas contrairement à ce que demande la pétition. Car il y a là un problème juridique. On ne peut pas faire n'importe quoi avec cette espèce. J'observe la loi. S'il y avait des castors, je ferais pareil. C'est simple. J'ai vu que ce soir sur les réseaux sociaux, tout le monde s'y mettait : « Saurel, tueur de ragondins. »

#### **AFFAIRE N° 12 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PORT MARIANNE "PORTES DE LA MEDITERRANEE" - ODYSSEUM-MONTPELLIER - CONCESSION D'AMENAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE 2016 - AVENANT N°3 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE - APPROBATION**

#### **Chantal MARION**

Cette ZAC a été créée en 1996 et a été étendue en 2005. Elle couvre 50 hectares environ. Elle a pour vocation l'accueil d'activités d'équipement de services publics et privés, de sièges sociaux et commerces intégrés au projet d'extension du centre-ville historique. L'opération Port Marianne « Portes de la Méditerranée » est une opération économiquement équilibrée à son terme. Sous réserve de versement. Et de réalisation du potentiel programmatique du site. Le foncier restant aménageable pouvant encore générer environ 80 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Il reste le lot 6, qui est en cours d'appel d'offres et, effectivement, la promotion des opportunités de densification est faite par l'agence Fortier. Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 114 697 000 euros HT en dépenses et en recettes. Je tiens à dire, quand même, que cette opération permet une augmentation du chiffre d'affaires du centre commercial.

#### **Monsieur le Président**

Si vous en êtes d'accord, nous allons passer les comptes rendus les uns après les autres. Si vous souhaitez vous arrêter sur un en particulier, vous me le signifiez et, à ce moment-là, on vous indiquera ce que vous souhaitez savoir.

#### **Henri ROUILLEAULT**

Juste pour dire que, dans la présentation qui est faite ici par *PowerPoint*, il y a un travail des services qui est très bien fait pour résumer et en particulier des graphiques qui sont pertinents. Ils ont été exposés en commission mais, en commission, on découvre les documents en même temps que la commission. Il avait été proposé, par plusieurs d'entre nous, que, maintenant que tout est dématérialisé, il soit particulièrement facile, pour des sujets comme cela ou pour des sujets d'urbanisme, d'avoir les documents de façon dématérialisée avant le conseil. Cela nous aiderait à délibérer dans de bonnes conditions.



**Monsieur le Président**

Je vais vous répondre de façon très simple. J'observe mon grand frère le Conseil départemental de l'Hérault. Et je fais exactement comme lui. Et, au Conseil départemental de l'Hérault, vous recevez en commission l'ensemble des documents pour être étudiés en commission. Je vais regarder comment ils font au Conseil général, et je ferais pareil.

**Henri ROUILLEAULT**

Les turpitudes des uns ne sont jamais les justifications des turpitudes des autres.

**Monsieur le Président**

Oui, mais le parallélisme des formes est important.

**Henri ROUILLEAULT**

On peut mieux faire. Donnez-nous les cartes, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Je suis pour le parallélisme des formes.

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 13 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC ODYSSEUM EST - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION**

*M. P. KRZYZANSKI entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

N'ont pas pris part au vote : Mme C. MARION, M. P. SAUREL.

**AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC HIPPOCRATE - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'a pas pris part au vote : Monsieur P. SAUREL.

**AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION PARC MARCEL DASSAULT ET SA PREMIERE EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 16 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION ZAC MARCEL DASAULT 2EME EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°6 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 17 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION GAROSUD - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°4 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION D'AMENAGEMENT PARC EUREKA - COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°16 A LA CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION PARC 2000 - EXTENSION ET VEAS - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION PARC 2000 2EME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'a pas pris part au vote : Monsieur P. SAUREL

**AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION EUROMEDECINE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION - AVENANT N°2 ET AVENANT N°10 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION ZAC DESCARTES - COMMUNE DE LAVERUNE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

N'a pas pris part au vote : M. P. SAUREL

**AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION PARC CHARLES MARTEL - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VEAS) ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COMMUNE DE COURNONSEC - CONCESSION D'AMENAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ETUDES ET DE REALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITES DU SALAISON CONFIE A LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE - AVENANT N°4 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Monsieur P. SAUREL et Mme S. JANNIN.

**AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES LAUZE EST - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - INSTAURATION D'UN PERIMETRE DE SURSIS A STATUER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Monsieur P. SAUREL

**AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES "LAUZE EST" - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Monsieur P. SAUREL

**AFFAIRE N° 28 : HORS COMMISSION - ACTUALISATION DES REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU SEIN DES DIVERS ORGANISMES EXTERNES ET INTERNES – DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Si vous en êtes d'accord, je vous propose de procéder par vote à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Nous allons donc proposer, pour chaque organisme, un certain nombre de représentants.

**Hérault Energie.**

Nous proposons, en représentants titulaires : M. L. JAOUL – M. JM. LUSSERT – Mme E. LLORET – Mme S. JANNIN – Mme I. GUIRAUD – Mme P. MIRALLES.

Comme représentants suppléants : Mme R. ILLAIRE – Mme C. LEVY-RAMEAU – M. JL. MEISSONNIER – M. JM. ALAUZET – Mme T. DA SYLVA – M. P. KRZYZANSKI.

Y a-t-il d'autres candidats ?

**Isabelle TOUZARD**

Je prends la parole pour la délibération générale. Pour le groupe de coopération métropolitaine, je vais répéter un peu ce que nous avons déjà dit le 27 septembre lorsque nous avons déjà eu une délibération portant sur le même objet. Nous comprenons bien entendu qu'à l'occasion de la modification de l'exécutif il y ait

modification des représentations dans ces organismes. Cela ne nous pose aucun problème. Mais nous sommes particulièrement vigilants, pour certains de ces organismes, à la représentation légitime des communes concernées. On vous a adressé un courrier à ce sujet, notamment concernant les deux syndicats d'adduction d'eau potable qui viennent. Pour vous demander notamment de consulter les communes concernées pour qu'elles proposent leurs représentants. Nous aurons donc quelques propositions. Pas pour le premier. Mais pour les autres organismes.

**Monsieur le Président**

Suite à votre demande, je me permets de vous lire ce que propose le code concernant l'élection des délégués communautaires dans les syndicats mixtes. Voici les dispositions législatives. L'article 5711-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que *« pour l'élection des délégués des EPCI dotés d'une fiscalité propre, au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre. »*

Donc, sur ce premier syndicat, y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix. Unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

**Syndicat mixte Garrigues Campagne**

**Monsieur le Président**

Comme représentants titulaires nous proposons : M. JM. LUSSERT - M. P. DUDIEUZERE - M. JL. MEISSONNIER - M. A. MOYNIER - M. L. JAOUÏ - M. G. PASTOR - M. G. BALAZUN – Mme J. GALABRUN-BOULBES - M. Y. PELLET - M. Alain SOULIER (Baillargues) – Mme Anne THIBAUT (Beaulieu) - M. Frédéric LAFFORGUE (Castelnau-le-Lez) - M. Serge ESCURET (Castries) - M. Julien BASCOUL (Clapiers) - M. Vincent MEYNIER (Clapiers) - M. SOUSSEN (Restinclières) – M. Jean-Pierre DACHEUX (Saint-Drézéry) – Mme Anne-Marie ARQUILLIERE (Saint Geniès des Mourgues).

Qui demande la parole ?

**Geniès BALAZUN**

Je vous avais fait parvenir un courrier il y a quelques jours pour demander que le deuxième représentant de Restinclières ne soit plus Monsieur Soussen mais Monsieur Domenech. Je ne sais pas si vous l'avez reçu. Visiblement, non.

**Monsieur le Président**

Nous ne l'avons pas reçu. Je le note. Je relirai la liste, in fine.

**Isabelle TOUZARD**

A la lecture de cette liste, on se rend compte qu'une ville comme celle de Montaud, par exemple, qui est dans ce syndicat, n'est plus représentée. Que la ville de Castelnau n'a plus qu'un seul représentant.

**Monsieur le Président**

Mais c'est son maire.

**Isabelle TOUZARD**

Auparavant, chacune de ces communes était présente. Et des communes qui ne sont pas approvisionnées par ce syndicat sont présentes. Je rappelle que les communes dans ce syndicat sont celles de Baillargues, Beaulieu, Castelnau, Castries, Clapiers, Montaud, Restinclières, de Saint-Drézéry et de Saint Geniès de Mourgues. Aujourd'hui, nous arrivons une situation où, si cette liste est votée, la commune de Montaud ne sera pas représentée dans ce syndicat et/ou certaines villes n'auront qu'un représentant et d'autres plusieurs. Et des villes qui ne sont pas approvisionnées par ce syndicat sont présentes.

**Monsieur le Président**

J'entends bien.

**Isabelle TOUZARD**

Donc, nous regrettons cette situation. Ce que nous avons souhaité, c'est que chacune de ces communes soit consultée pour qu'elle propose d'elle-même deux représentants.

**Monsieur le Président**

J'entends bien.

**Henri ROUILLEAULT**

Dans le sens de ce que vient de dire Madame Touzard, je rappelle que la commune de Castelnau est le plus gros consommateur d'eau du syndicat et le plus gros producteur du syndicat avec la source souterraine à côté de la mairie. Le fait de ne mettre qu'un seul représentant, fût-il le maire, ne me paraît pas très raisonnable. D'autant que nous aurons à régler, et ce sera l'un des sujets possibles de la prochaine campagne municipale, la question de savoir si nous souhaitons à terme que le syndicat travaille de manière intégrée avec la régie publique de l'eau. Pour toutes ces raisons, je trouve que ce serait bien qu'il y ait deux représentants de Castelnau dans la liste que vous nous proposez.

**Catherine MAVEL**

Monsieur le Président, bonjour. Je me permets d'insister, pour la ville de Montaud qui devrait avoir deux représentants et qui, de un, passe à zéro.

**Monsieur le Président**

Il faut nous faire confiance.

**Catherine MAVEL**

Tout à fait Monsieur le président. Je vous remercie. Mais je souhaiterais tout de même qu'il y ait deux représentants de la ville de Montaud.

**Monsieur le Président**

Vous savez, dans la dernière mouture du syndicat, le maire avait accepté de perdre un poste pour le donner à Monsieur Revol.

**Catherine MAVEL**

Tout à fait. Pendant trois ans.

**Monsieur le Président**

Là, ceux qui parlent aujourd'hui dans l'assemblée n'ont rien dit. Ils étaient où ? Ils étaient absents ? Parallélisme des formes.

**Catherine MAVEL**

Monsieur le Président, nous avons tout à fait cédé une personne et nous souhaiterions de nouveaux avoir deux représentants.

**Monsieur le Président**

J'entends bien. J'ai bien compris. Qui souhaite encore s'exprimer ? Y a-t-il une autre liste ?

La liste proposée par le Président est la suivante :

Représentants titulaires nous proposons : M. JM. LUSSERT - M. P. DUDIEUZERE - M. JL. MEISSONNIER - M. A. MOYNIER - M. L. JAOUÏ - M. G. PASTOR - M. G. BALAZUN – Mme J. GALABRUN-BOULBES - M. Y. PELLET - M. Alain SOULIER (Baillargues) – Mme Anne THIBAUT (Beaulieu) - M. Frédéric LAFFORGUE (Castelnau-le-Lez) - M. Serge ESCURET (Castries) - M. Julien BASCOUL (Clapiers) - M. Vincent MEYNIER (Clapiers) – M. Jean-Marie DOMENECH (Restinclières) – M. Jean-Pierre DACHEUX (Saint-Drézéry) – Mme Anne-Marie ARQUILLIERE (Saint Geniès des Mourgues).

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (20 votes contre et 5 abstentions).*

**Syndicat intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc, SBL**

**Monsieur le Président**

Nous proposons, comme représentants titulaires : Mme J. GALABRUN-BOULBES - M. JM. ALAUZET – Mme R. ILLAIRE - M. T. BREYSSE - M. R. CAIZERGUES - Mme P. MIRALLES – M. JM. LUSSERT - Mme M. CASSAR - Mme I.GUIRAUD - M. JF.AUDRIN - M. J. VERA - M. Gilles NURIT (Cournonsec) - M. Robert MARTY (Cournonterral) - M. François PETIT (Lavérune) - Mme Sylvie CINCON (Pignan) - M. Raymond CELIE (Saussan) – M. Henri FONTVIEILLE (Saint Jean de Védas) - M. Jean HARDEMAN (Saint Georges d'Orques).

Comme représentants suppléants : M. L. JAOUL - Mme Thérèse VIDAL (Fabrègues) - M. Jean-Olivier JOB (Fabrègues) - M. Mohamed IMZOURH (Cournonsec) - M. Norbert BOUZEREAU (Cournonsec) - M. Thierry AUGUST (Cournonterral) - Mme Marie ALBERT (Cournonterral) - M. José JOLY (Laverune) - M. Philippe LENOIR (Laverune) - M. Alain VALLETTE-VIALLARD (Murviel-lès-Montpellier) - M. Julien BIEGEL (Pignan) - M. Daniel DELAUZE (Pignan) - Mme Anne ROUX (Saussan) - Mme Nathalie SOLBES (Saussan) - M. Paul De BOISGELIN (Saint Jean de Védas) - M. Daniel SCIALOM (Saint Jean de Védas) - M. André COEURVEILLE (Saint Georges d'Orques) - Mme Chantal CHOMEL (Saint Georges d'Orques).

### **Isabelle TOUZARD**

Je note que la ville de Murviel-lès-Montpellier n'est pas représentée parmi les titulaires. Je rappelle quand même, pour l'assistance, que les communes membres du syndicat sont Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saussan, Saint Georges d'Orques, et Saint Jean de Védas.

Je pense, Monsieur le Président, au-delà des questions d'opposition et de majorité, au sein d'une assemblée, il s'agit là de la question du respect des communes et de leurs représentations du fait qu'elles sont quand mêmes les bénéficiaires directs de ce service d'adduction d'eau potable. C'est incompréhensible.

### **Monsieur le Président**

Je vais vous l'expliquer. Les conseillers de cette auguste assemblée représentent un territoire de 31 communes. Quand ils sont désignés par l'assemblée, ils ne jouent pas seulement pour leur commune mais pour toute l'intercommunalité. C'est le but de l'intercommunalité. C'est simple. Dire que quand on est élu d'une commune dans l'intercommunalité on ne joue que sa commune, c'est ne rien comprendre à l'intercommunalité. Quand je représente ou que l'un de vous représente l'agglomération devenue Métropole, il représente le territoire des 31 communes et pas seulement sa commune. C'est-à-dire l'intérêt général.

### **René REVOL**

Sur ce sujet, je veux rappeler que la représentation au sein des syndicats d'adduction d'eau représentant la Métropole est une représentation de substitution. Cela signifie que le principe est qu'effectivement nous représentons la Métropole sur ces territoires mais comme cela se fait dans tous les syndicats d'eau. Toutes les communes qui sont dans ce territoire sont représentées parce que nous nous substituons à ces communes pour qu'elles soient représentées puisque la loi nous donne le pouvoir de les représenter. Donc, ce n'est pas simplement une tradition. C'est ce qui était contenu dans la loi. La seule exception qui peut être faite est le fait que le Vice-président ou la Vice-présidente en charge de la responsabilité de l'eau puisse être représenté dans ces syndicats. Là, l'exception a été faite pour Garrigues Campagnes et le syndicat Bas Languedoc lorsque j'étais Vice-président. Maintenant, pour que Jackie puisse représenter cette Vice-présidence, il est normal qu'elle soit dans ces deux syndicats. Ce que nous disons aujourd'hui, c'est que, une bonne gouvernance de ces territoires pour l'eau, qui respecte la tradition avec laquelle ils fonctionnaient, devrait aboutir à faire que toutes les communes, quelle que soit leur couleur politique, soit représentées dans ces syndicats.

### **Catherine MAVEL**

Ne pensez-vous pas qu'une commune qui est directement concernée n'est pas plus à même de représenter, comme vous l'avez si bien dit, l'ensemble du territoire dans un syndicat ?

### **Monsieur le Président**

C'est un vaste problème. Cela met sur la sellette la démocratie représentative, ce que vous dites. Moi je suis né dans un quartier. Mais, quand je suis Maire de Montpellier, je ne suis pas Maire de mon quartier. Je suis Maire de tous les Montpelliérains. Donc on est d'accord.

### **Catherine MAVEL**

Mais, là, vous mettez l'accent sur le fait que l'on va complètement changer par rapport à une tradition.

### **Monsieur le Président**

Vous savez, Madame, les traditions c'est une chose. La loi, c'en est une autre.

### **Catherine MAVEL**

Je ne vous demande pas du tout de faire quelque chose hors-la-loi.



**Monsieur le Président**

Moi j'applique la loi.  
Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Là, il y a un truc que je ne comprends pas. Je vois un spectacle curieux. Les maires qui sont dans le syndicat votent pour or, par esprit de groupe, ils devraient voter contre.

Je refais voter. Il n'y a pas que vous, Monsieur Caizergues, vous n'êtes pas le seul concerné.

**Roger CAIZERGUES**

Chacun se détermine indépendamment du groupe et, à certains moments, il y avait des positions qui étaient différentes.

**Monsieur le Président**

Je retire, alors. Je refais voter.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (18 votes contre et 7 abstentions).*

**Régie des eaux de Montpellier Métropole Conseil d'administration**

**Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentants titulaires : Mme R. ILLAIRE - M. R. CALVAT - Mme C. CLARAC – Mme C. DONADA – M. P. DUDIEUZERE - Mme J. GALABRUN-BOULBES - M. T. BREYSSE - M. P. KRZYZANSKI - Mme E. LLORET - M. JM. LUSSERT – Mme B. ROUSSEL-GALIANA - M. A. EL KANDOUSSI - M. JL. SAVY – Mme M. FOURCADE.

Et comme membre expert, M. Alain GUILBOT, ancien professeur à la faculté des sciences et ancien Maire de la commune de Murles.

**René REVOL**

Je rappelle, comme la dernière fois, que je souhaite, avec le Conseil municipal unanime de la ville de Grabels, que cette ville qui est une des 13 communes qui font partie du périmètre de cette régie soit représentée dans la régie comme la ville du Crès qui n'en fait pas parti. Nous trouvons qu'il s'agit d'un fonctionnement, comme sur les fonctions précédentes, qui brise une bonne gouvernance de cette institution, à laquelle nous tenons tous.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (20 votes contre et 6 abstentions).*

**Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentants titulaires : M. G. PASTOR - M. JL. COUSQUER – Mme M. FOURCADE - Mme I. GUIRAUD - M. E. PENSO - M. L. JAOUUL - M. JL. SAVY – M. N. SEGURA - M. F. ABERT - Mme V. BARTHAS-ORSAL - M. JL. MEISSONNIER - Mme C. LEVY-RAMEAU – Mme S. KERANGUEVEN - Mme B. ROUSSEL-GALIANA.

**Cyril MEUNIER**

Je siégeais dans ce conseil d'administration. J'imagine que mon éviction est liée au fait que j'ai refusé de transférer la taxe de séjour à la Métropole. Je tenais quand même à rappeler à l'ensemble des collègues ici présents et des villes qui sont représentées dans cet office du tourisme que la commune de Lattes donne 42 000 euros dans les AC au poste tourisme de la Métropole puisque, quand on a fait le transfert de compétences touristiques à la Métropole, les AC ont porté les postes que nous avions à l'époque sur trois ans en moyenne. Un poste de personnel, qui d'ailleurs assure toujours les fonctions du bureau de l'office du tourisme sur la commune de Lattes et puis les différents frais inhérents à cette activité qui était la nôtre. Je le note.

Je ne demande pas d'y rentrer puisque, n'ayant pas accepté de transférer la taxe de séjour, je laisse à mes collègues la bonne direction de cet office. Je leur souhaite, évidemment, toute réussite. Mais je voulais surtout préciser à l'ensemble de mes collègues que la commune de Lattes donne 42 000 euros à la Métropole par an pour la fonction touristique.

**Monsieur le Président**

Vous avez bien fait d'apporter cette précision.

**Isabelle TOUZARD**

Sur l'office du tourisme, nous proposons de maintenir, à l'exception de la présence de la ville de Lattes comme vient de l'expliquer Monsieur Meunier, une liste qui reprend un peu la composition précédente avec, bien entendu, M. G. PASTOR – Mme C. MARION – Mme I. GUIRAUD – M. N. SEGURA – M. R. CAIZERGUES – M. JL. SAVY – M. L. JAOUL – M. E. PENSO – M. JL. COUSQUER – M. F. ABERT – Mme C. LEVY-RAMEAU – Mme S. KERANGUEVEN – Mme I. TOUZARD.

**Monsieur le Président**

Donc, il y a deux listes en compétition. Je vais mettre aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 57 voix pour et 7 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.*

**Association des Villes Universitaires de France**

**Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentante titulaire Chantal MARION et comme suppléant Max LEVITA.

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

**Groupement des Autorités Responsables de Transport, GART**

**Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentant titulaire Monsieur Jean-Pierre RICO et comme suppléant Monsieur Thierry BREYSSE.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

**Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault "Hérault Transport"**

**Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentants titulaires : M. JP. RICO - M. L. JAOUL - M. A. EL KANDOUSSI - M. JL. MEISSONNIER - Mme S. JANNIN - Mme R. ILLAIRE.

Et comme représentants suppléants : Mme T. DA SYLVA - M. P. DUDIEUZERE - M. A. MOYNIER - M. JM. LUSSERT - M. S. TORTORICI – Mme R. ILLAIRE.

Il y a une coquille d'imprimerie par ce que Madame ILLAIRE est déjà titulaire. C'est donc Monsieur Noël SEGURA.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

### **C.A.S.S.C. Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle**

#### **Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentants titulaires : Mme R. ILLAIRE - Mme R. BUONO - Mme T. DA SYLVA.

Et comme représentants suppléants : Mme MH. SANTARELLI - Mme. M. FOURCADE - M. A. EL KANDOUSSI.

Y a-t-il d'autres candidats ?

#### **Isabelle TOUZARD**

Conformément à ce que je disais tout à l'heure, bien entendu, la candidature de Madame Illaire ne pose aucune question. Nous proposons une liste constituée de trois titulaires : M. P. BONNAL – Mme R. ILLAIRE – Mme C. DARDE. Et, en suppléants, M. T. QUILES – M. J. VERA – M. R. CAIZERGUES.

#### **Monsieur le Président**

Nous allons considérer que cette liste porte le numéro 2. Et que la première que j'ai présentée porte le numéro 1. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 58 voix pour et 6 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.*

#### **Pierre BONNAL**

Je voudrais vous rappeler, chers collègues, que vous êtes tous membres de droit du CASSC, d'une part, et que j'accueillerai, avec plaisir, en tant que Président d'honneur, les nouveaux élus.

#### **Monsieur le Président**

Merci.

### **Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) SA3M**

#### **Monsieur le Président**

Nous proposons comme administrateurs : M. P. SAUREL - M. G. PASTOR – M. JF. AUDRIN - M. P. DUDIEUZERE - Mme R. ILLAIRE - M. T. BREYSSE - M. R. CAIZERGUES - M. JL. MEISSONNIER -M. JP. RICO. Et comme censeur : M. A. MOYNIER.

Y a-t-il une autre liste ?

#### **Isabelle TOUZARD**

Nous proposons de reconduire les représentants précédents, M. P. SAUREL – M. R. CAIZERGUES – M. JF. AUDRIN - M. P. BONNAL – M. T. BREYSSE – M. JL. MEISSONNIER – M. C. MEUNIER – M. G. PASTOR – M. JP. RICO.

#### **Monsieur le Président**

Je vous propose un compromis. Parce que je me suis aperçu qu'il n'y avait pas Jean-François Audrin alors que je l'avais mis au départ. Nous allons donc enlever Madame Barthas-Orsal. Si vous êtes d'accord.

#### **Cyril MEUNIER**

Je dois être encore victime d'un parallélisme des formes ou de je ne sais quoi. Je rappelle juste à cette assemblée que la commune de Lattes est un des trois plus gros actionnaires de la SA3M en termes de communes et que, sur la commune, il y a une grosse partie de Ode et une grosse partie du quartier de Cambacérès qui sont deux des opérations les plus importantes de la SA3M. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi je suis donc sorti du collège des administrateurs, vu la situation de la commune et l'importance des projets que la SA3M a sur son territoire.

**Monsieur le Président**

Ma réponse est que j'ai transigé. Saint Georges d'Orques est revenue. La liste 2 est celle de Madame Touzard et la liste 1 est la nôtre. Monsieur Audrin ayant remplacé Madame Barthas-Orsal.

**Jacques DOMERGUE**

Puisque nous en sommes aux modifications de dernière minute, et sans vouloir sacrifier une nouvelle femme, et pour faire plaisir à Monsieur Meunier, notre groupe propose la candidature de Monsieur Fourcade pour que Lattes soit représentée.

**Monsieur le Président**

Objection non retenue.

La liste 2 étant composée, comme l'a indiqué Madame Touzard, par les administrateurs qu'elle a cités. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 56 voix pour et 9 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.*

**Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France, CINEMED**

**Monsieur le Président**

Je félicite la présidente, Aurélie FILIPETTI, pour cette merveilleuse édition, sur l'Algérie.

Je propose, comme représentants titulaires : M. T. BREYSSE - Mme J. GALABRUN-BOULBES - M. B. TRAVIER - Mme P. DANAN.

Y a-t-il d'autres candidats ?

**Isabelle TOUZARD**

Nous vous présentons la liste identique avec les représentants précédents : M. C. COUR – Mme J. GALABRUN-BOULBES – M. B. TRAVIER – M. R. CAIZERGUES.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 58 voix pour et 6 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.*

**Opéra et Orchestre National de Montpellier l'OONM**

Nous proposons comme représentants titulaires : M. B. TRAVIER - M. JL. COUSQUER - Mme V. PEREZ - M. G. BARRAL - Mme C. LEVY-RAMEAU.

Et en tant que personnes qualifiées Métropole : M. Jean-Pierre ROUANET – Mme Marie-Christine CHAZE - M. Didier DESCHAMPS - M. Yves LARBIU.

Y a-t-il d'autres candidats ?

**Isabelle TOUZARD**

Pour les personnes qualifiées, ce sont les mêmes et pour les élus, les représentants précédents, M. B. TRAVIER – M. JL. COUSQUER – M. C. COUR - M. G. BARRAL – Mme C. LEVY-RAMEAU.

Et en tant que personnes qualifiées nous proposons : M. Jean-Pierre ROUANET – Mme Marie-Christine CHAZE - M. Didier DESCHAMPS - M. Yves LARBIU.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix, la liste 1 et la liste 2.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 59 voix pour et 6 abstentions est élue. La liste de Mme TOUZARD a recueilli 18 voix pour.*

**Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentante titulaire, Madame YAGUE et comme suppléante, Madame MIRALLES.

Y a-t-il d'autres candidats ? Madame Cassar.

**Michelle CASSAR**

Monsieur le Président, vous disiez tout à l'heure que les traditions étaient une chose et que la loi était autre chose. Là, vous faites fi de la loi étant donné qu'il faut savoir que la répartition des sièges est un arrêté du préfet. Il y a 10 représentants du Département. Quatre représentants des communes et un représentant des établissements publics de coopération intercommunale. Il y a donc un arrêté qui fixe la répartition mais il y a également un arrêté préfectoral qui vise le code général des collectivités territoriales qui vise un arrêté ministériel, une circulaire ministérielle, qui mentionnait qu'il devait être procédé au plus tard le 30 juillet 2014 à l'élection pour le renouvellement des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale. C'est donc le préfet qui arrête la date des déclarations de candidature. Vous avez présenté votre candidature avec, comme suppléante, Madame Dardé. Des candidatures ont été reçues en préfecture du mercredi 14 mai au mercredi 21 mai 2014 et la date limite d'expédition à la préfecture des plis des électeurs a été fixée au jeudi 19 juin 2014. Il s'agit donc bien d'une élection. Je pense que, là, vous mélangez la représentation et l'élection. La désignation et l'élection. Il y a une élection, et on ne peut pas passer outre cette élection. C'est comme si, par exemple, à Montpellier, les Montpelliérains jugeaient qu'il était utile de revenir sur l'élection municipale et décident, au dernier moment, de provoquer des élections municipales. Ce n'est pas vous qui pouvez provoquer une élection. Cette élection a eu lieu. Elle a été entérinée. On ne peut pas revenir dessus. Ce n'est pas une désignation. Cette proposition est tout à fait illégale. Tout à l'heure, vous nous parliez de votre « grand frère » du Conseil départemental de l'Hérault. Sachez que ce grand frère ne pourrait pas convoquer les nouveaux représentants si, par cas, vous persistez dans votre position de vouloir à tout prix modifier les résultats d'une élection qui s'est faite, je vous le rappelle, au scrutin de liste. Par les représentants des EPCI. Pas seulement par la Métropole. Comme cela était fait pour le collège des communes. Moi, j'ai voté pour le collège des communes. Je n'ai pas voté pour les EPCI puisque j'avais encore la compétence à l'époque. En tant que commune. Donc, c'est tout à fait illégal. La commune de Pignan ne prendra donc pas part au vote et s'abstiendra sur cette proposition que vous faites si, par cas, vous la mainteniez.

**Monsieur le Président**

Moi, je regarde mon grand frère, le Conseil départemental de l'Hérault. J'apprends beaucoup au Conseil départemental. J'ai été 17 ans conseiller général. Mais, depuis que je ne le suis plus, j'apprends tous les jours. Et j'ai remarqué que Monsieur Mesquida, lors du changement de représentants au SDIS, a procédé par arrêté. Que le préfet délivre. Donc, nous allons voter, et le préfet délivrera son arrêté. Si c'est illégal, évidemment, la préfecture nous dira que l'élection est mauvaise. Il y a un contrôle de légalité, vous savez.

**Michelle CASSAR**

Il y a quand même un arrêté ministériel qui est visé. Ce n'est pas le préfet lui-même. C'est l'État qui décide de provoquer des élections après les renouvellements des conseils. Sinon, c'est la porte ouverte à tout.

**Monsieur le Président**

Je passe la parole à Madame Bodkin, conseillère générale.

**Maud BODKIN**

Pardon, Madame, mais, peut-être, devriez-vous peut-être un peu plus discuter avec notre collègue Monsieur Meunier qui siège également au Département. Le Département a modifié lui-même, notre grand frère, le Conseil départemental, sa représentation au sein du SDIS, il y a un mois. Donc, je ne pense pas qu'il aurait fait quelque chose d'illégal.

**Michelle CASSAR**

Il l'a peut-être fait. Mais, vous, est-ce que vous avez posé la question au préfet ? Je peux vous dire que de toute façon, c'est illégal.

**Monsieur le Président**

Donc, il faut que vous attaquiez Monsieur Mesquida, alors.

**Michelle CASSAR**

Non, j'attaquerai la délibération que vous allez prendre, pas au Conseil général, effectivement mais auprès de l'État.

**Monsieur le Président**

Il y a un parallélisme des formes. Ce qui se passe au Conseil général, je scrute, je l'observe.

**Michelle CASSAR**

Ce qui est dommage, c'est que, au contraire d'apaiser, vous piquez. Vous faites le contraire de ce qu'il faudrait faire. Au lieu d'apaiser les choses.

**Monsieur le Président**

Ecoutez, Madame, quand le Président Mesquida a pris cette décision, il l'a prise alors qu'il connaît le SDIS par cœur. Et vous le savez car vous avez été sa secrétaire pendant 20 ans.

**Michelle CASSAR**

Mais Monsieur Mesquida c'est le Conseil départemental et, ici, on est à la Métropole. C'est à vous d'apaiser les choses au sein du conseil. Rappelez-vous, au dernier conseil, comment cela s'est passé. Cela été déplorable. Il faut arrêter de donner cette image.

**Monsieur le Président**

Quand cela ne vous arrange pas, vous dites que c'est déplorable. Je le comprends. C'est un réflexe naturel.

**Michelle CASSAR**

Non, je suis désolée. Pourquoi revenir sur quelque chose qui marche bien ?

**Monsieur le Président**

Ça, c'est autre chose. C'est spécieux. Parce que, la loi de l'élection, c'est la loi de l'élection. Si le préfet délivre un arrêté qui confirme la modification, le conseil d'administration du SDIS sera modifié.

**Michelle CASSAR**

Mais ce n'est pas la Métropole qui a élu les représentants.

**Monsieur le Président**

Alors, Monsieur Mesquida fait des bêtises.

**Michelle CASSAR**

Ce sont les établissements publics de coopération intercommunale. Il n'y a pas que la Métropole dans les établissements publics.

**Monsieur le Président**

Non. Il y a le Conseil général aussi.

**Michelle CASSAR**

Donc, vous allez désigner des représentants qui ne vont pas être élus par les autres établissements. Or, dans le conseil d'administration, c'est un représentant des établissements publics de coopération intercommunale.

**Monsieur le Président**

Nous allons voter, et on verra ce qui sort des urnes, les représentants.

Et, si le préfet considère que notre vote est mal adapté ou ne correspond pas au règlement, il le cassera, il nous dira de revoter. Cela ne pose aucun problème. Mais, à ce moment-là, nous poserons la question au Département.

**Michelle CASSAR**

Sauf si vous passez les délais.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix la liste que j'ai proposée. Il n'y en a pas d'autres.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (16 votes contre et 9 abstentions).*

## **Copropriétés**

### **Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentante Madame PEREZ. Y a-t-il d'autres listes ?

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

## **Commission Départementale de l'Emploi et de l'Insertion de l'Hérault, CDIAE**

### **Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentante Madame YAGUE et comme suppléante Madame DRAY-FITOUSSI présidente de la mission locale d'insertion des jeunes de l'agglomération de Montpellier. Il n'y a pas d'autres candidats.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

## **Syndicat mixte du Parc Régional d'Activités Via Domitia**

### **Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentants M. P. DUDIEUZERE - M. L. JAOUL - M. G. PASTOR.

Et comme suppléants, M. JM. LUSSERT – Mme E. LLORET – Mme C. MARION. Y a-t-il une autre liste ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

## **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) – Démocratie de proximité**

### **Monsieur le Président**

Nous proposons comme titulaires M. L. JAOUL - M. G. PASTOR - Mme T. DA SYLVA – Mme M. BODKIN - Mme A. YAGUE.

Et comme suppléants M. G. LANNELONGUE - Mme V. BARTHAS-ORSAL – Mme M. DRAY-FITOUSSI - M. A. MOYNIER - Mme R. BUONO.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

## **Comission Intercommunale pour l'Accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite**

### **Monsieur le Président**

Nous proposons comme représentant Mme R. BUONO - M. L. JAOUL - M. M. FRAYSSE – Mme A. YAGUE - Mme S. BOUALLAGA - Mme S. JANNIN - Mme R. ILLAIRE - M. J. MALEK - Mme J. GALABRUN-BOULBES.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

**Monsieur le Président**

Au conseil d'administration, nous proposons, comme représentant titulaire, Bernard TRAVIER et comme suppléante Annie YAGUE.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

**Cyril MEUNIER**

A l'issue de cette affaire 28, je voulais vous faire deux réflexions. La première, c'est que vous avez été conseiller général pendant des années. Nous avons siégé côte à côte jusqu'à il n'y a pas si longtemps. Je pense que quand vous parlez de grand frère, pourquoi pas, cela peut être une belle réflexion ou dénomination. La seule chose que vous oubliez, trop souvent, c'est que le Conseil général, comme les communes, et comme la Région sont des collectivités locales. L'institution que vous présidez est un EPCI. Qui fonctionne sur les moyens financiers humains et techniques apportés par les communes qui ont volontairement (et nous l'avons fait jusqu'à la Métropole sous votre présidence, c'était une belle réussite des trois dernières années) décidé de gérer les compétences que nous avons en les transférant pour les gérer en commun. C'est cela qui a motivé l'ensemble des prises de position de notre groupe, depuis le début de cette séance et le 27 septembre dernier. Donc nous regrettons que, sur les comités de bassins, vous n'ayez pas fait perdurer les décisions qu'avaient prises les communes quand elles avaient créé ces comités de bassin en donnant deux représentants par communes concernées. Nous vous l'avons dit. Nous n'allons pas y revenir. C'est la première chose que je voulais vous dire. La deuxième chose, c'est que, évidemment, je regrette que vous ne soyez pas revenu sur le syndicat qui gère les inondations sur le Lez et la Mosson. Je regrette que vous n'ayez pas remis Grabels, qui est une des communes sur lesquelles on va faire le plus d'investissement dans les années qui viennent, et que vous n'ayez pas remis Lattes.

Vous m'avez téléphoné, Monsieur le Président, pour me dire, le lundi 9 au matin, que vous souhaitiez que je reste délégué du syndicat, et que je garde la présidence. Je vous ai dit que j'étais d'accord avec vous. À partir de là, nos services se sont contactés. Les services du syndicat et les services de la Métropole. Jusqu'au jeudi matin. Où les services de la Métropole ont rappelé les services du syndicat pour dire que tout avait changé et qu'il fallait vite passer un conseil d'administration pour faire l'élection et m'évincer de la présidence. Je n'ai pas compris. Encore une fois. Mais, comme à chaque fois que je pose des questions, vous ne me répondez pas. Je n'ai pas compris ce changement entre le lundi 9 au matin et le jeudi 12 dans la journée. Peut-être était-ce liée au fait que vous vous étiez rendus compte que la délibération est exécutoire. Délibération que l'on demandait, avec la commune de Lattes depuis le 3. Elle nous a été transmise, alors qu'elle était exécutoire depuis le 5, à peu près vers le 9. Nous n'allons pas rentrer dans les détails. Si votre réponse est que, le 9, dans l'après-midi, il y avait une conférence de presse montrant la réalité de la constitution de notre groupe, je pense que c'est quand même étonnant. Puisque, le 27 septembre, quand nous avons discuté, vous saviez quand même pertinemment que nous allions faire un groupe de coopération intercommunale pour la Métropole. Le groupe de coopération métropolitain. Et qu'il n'y avait pas de nouvelle particulière arrivée entre le 9 au matin où nous nous sommes eu vers 10h30 à votre initiative, je le rappelle, jusqu'au jeudi où, évidemment sans m'en prévenir, vous aviez à nouveau changé d'avis et essayé de provoquer rapidement des élections pour pouvoir m'évincer de la présidence. J'ai donc pris la décision de suivre les bons conseils de Madame Bodkin qui m'avait dit, durant la séance du 27 septembre, « tu n'as qu'à te faire élire au Département ». J'ai suivi ton conseil, Maud, je te remercie. Je n'y avais pas pensé. Et, donc, le Conseil général m'a désigné représentant du Conseil général au syndicat. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Tout le monde est content, alors.



**Cyril MEUNIER**

Non, tout le monde n'est pas content, évidemment. Il était logique que la commune de Lattes comme la commune de Grabels soit représentée au syndicat. Sortir comme vous l'avez fait tout à l'heure en retirant par parallélisme des formes un représentant à Castelnau sur le syndicat de bassin, ou par-ci par-là, en retirant des gens, ce n'est pas raisonnable. En retirant le représentant de Lattes du conseil d'administration de la SAM alors que nous sommes l'une des trois communes les plus importantes dans son capital et que l'on a une bonne partie des gros projets qui sont sur notre territoire commun entre Montpellier et Lattes et Pérols, ce n'est pas la logique d'une bonne gestion sereine entre collectivités. Je rappelle ce que j'ai dit en début d'intervention. Vous n'êtes pas à la présidence d'une collectivité locale. Ça le deviendra peut-être si l'élection est au suffrage universel, ce qui n'est pas encore le cas. Vous avez été élu par l'ensemble des communes, ici. Ce serait à refaire, je le referais, comme à l'époque. Vous êtes là en tant qu'animateur de l'intercommunalité. La Métropole est une intercommunalité, et pas une collectivité qui fonctionne sur une élection en direct. Comme cela peut être le cas au Conseil régional, au Conseil départemental, et dans les communes.

**Monsieur le Président**

Est-ce que vous souhaitez vraiment que je vous réponde ?

**Cyril MEUNIER**

Souhaiter, sûrement. Espérer j'ai fini. J'ai fini d'espérer que vous me répondiez, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Est-ce que vous voulez vraiment que je dise publiquement tout ce qui s'est passé entre les deux dates que vous avez indiquées ?

**Cyril MEUNIER**

Il n'y a aucun problème. Vous pouvez le dire. Il n'y a aucun souci.

**Monsieur le Président**

D'abord, vous venez d'indiquer que j'étais un animateur de cette Assemblée. Un gentil animateur. Je me suis réveillé pendant l'opération. Vous étiez en train de m'anesthésier, et je me suis réveillé pendant l'opération. Dommage.

**Cyril MEUNIER** *hors micro*

C'est une réponse sérieuse que j'attends.

**Monsieur le Président**

Je vais vous faire la réponse sérieuse. Entre le moment où je vous appelle, vous faites une conférence de presse et vous défoncez tout ce que vous pouvez. Vous mettez sur votre journal municipal quatre pages. Cela vous plaît que je vous le dise, alors je vous le dis. Cela rend hommage à votre aspect communicant. Vous mettez des sucettes Decaux partout avec « *Wanted* Saurel ». Et vous pensez que je vais vous remettre au syndicat ? Où avez-vous vu ça ? Je ne suis pas « maso ». Vous me « cartonnez », c'est votre choix. Mais, comme disait Georges Frêche, je ne tends pas la joue gauche.

**Cyril MEUNIER**

Alors, revenons sur le timing. La composition du groupe avait été annoncée bien avant le 9 octobre. La conférence de presse était annoncée bien avant le 9 octobre. Donc, le 9 octobre au matin, vous étiez tout à fait au courant qu'il y avait cette conférence de presse. Deuxièmement, nous n'avons pas « tamponné » durant cette conférence. Nous sommes restés très dans la mesure, l'ensemble de mes collègues et moi-même.

**Monsieur le Président**

Alors, c'est *Midi-Libre* qui a « tamponné ». C'est la faute du journal, alors.

**Cyril MEUNIER**

Non. Vous pouvez relire l'article. Il n'y a pas d'attaques personnelles.

**Monsieur le Président**

C'est toujours la faute des journalistes. Il faut que vous assumiez.

### **Cyril MEUNIER**

Il y a juste le fait que nous ne sommes pas d'accord avec vos modes de fonctionnement de la Métropole. Les affiches n'étaient pas le 9 sur les sucettes, et le journal communal était déjà en ligne dès le vendredi précédent sur le site de la commune. Donc, il n'y a pas d'agression après le 9. Et puis, les affiches, parlons-en. Il n'y a pas écrit « *Wanted* Philippe SAUREL ».

### **Monsieur le Président**

Il y a un faire-part de décès. Je l'ai vu.

### **Cyril MEUNIER**

Il y a écrit « avis de décès du pacte métropolitain ». Et trois questions auxquelles je n'arrive pas à avoir de réponse, ici, ce soir, sauf des réponses fantasques du type que « j'étais en train de vous opérer sous anesthésie avec mes collègues ». On ne vous opérerait de rien. On n'en n'avait aucune envie. La deuxième réponse fantasque à laquelle j'ai eu droit le 27 septembre, qui, celle-là, valait le coup, et frôle le ridicule, et, a priori ne gêne pas la majorité qui vous suit, c'est que vous êtes allé manger au restaurant à Lattes et qu'on vous a dit que j'allais me présenter contre vous. C'est la seule réponse que le Maire de la troisième ville de la Métropole a reçu par rapport à l'ensemble des agissements évoqués. Excusez-moi, mais, moi, je ne vous ai pas agressé. Je n'ai pas œuvré contre vous depuis l'origine de notre collaboration depuis trois ans, et c'est quand même vous qui, au fur et à mesure, faites en sorte que le Maire de Lattes ne soit plus représentant à certains endroits, et n'ait plus de vice-présidence. Et vous êtes même allé jusqu'à venir chercher une élue de la ville pour la mettre Vice-présidente, contre l'avis du Maire, et contre l'avis de la majorité du conseil municipal. Même si je vous remercie de noter le caractère réussi de ma communication, cette communication n'était ni injurieuse ni autre. Il s'agissait juste de vous demander, puisque vous ne voulez pas me répondre, à moi, de répondre aux Lattois pour leur expliquer pourquoi vous avez eu ces trois démarches. Retirer une vice-présidence et imposer la politisation, mettre une élue de la ville Vice-présidente contre l'avis de la majorité municipale et contre l'avis du Maire, et retirer la représentation de la commune dans le syndicat. Il n'y a pas là d'attaques personnelles. Il s'agissait juste, comme vous ne me répondez pas en séance, de venir chercher des réponses sur votre domaine privilégié qui est la communication.

### **Monsieur le Président**

Merci, j'ai tout compris.

### **René REVOL**

Au nom du Conseil Municipal de Grabels, unanime, indépendamment de toutes les autres polémiques ou questions qui se posent, les Grabellois sont scandalisés du fait que notre ville ne soit plus représentée dans un syndicat auquel elle a participé à sa fondation. Et qui regroupe toutes les villes riveraines du Lez, de la Mosson et des étangs palavasiens. Cela ne nous empêchera pas de continuer à travailler de manière efficace avec les techniciens du syndicat qui sont des gens remarquables, avec ceux qui seront élus. Mais je maintiens le fait que c'était une décision, comment dire, médiocre de votre part de chasser notre ville de la représentation au sein du syndicat. Vous auriez été grand de faire que cette ville soit représentée. Si je dis cela, ce n'est pas en mon nom mais au nom de toutes les composantes de mon conseil municipal, toutes sensibilisées confondues.

### **Monsieur le Président**

Simplement, un petit détail. Car je ne veux pas que l'un des restaurateurs de Lattes soit mis en cause. Monsieur le restaurateur du Mas de Couran dont vous parlez qui est aussi une personne que je connais depuis fort longtemps ne m'a jamais dit cela. Il ne m'a jamais dit ça. Je voulais mettre le restaurateur de votre commune hors de cause. Il ne faut pas gêner les commerçants avec des allégations politiques qui peuvent leur faire de l'ombre.

### **Cyril MEUNIER**

Maintenant, je connais le nom du restaurant dans lequel on vous l'a dit.

### **Monsieur le Président**

Vous aviez menti, alors.

### **Cyril MEUNIER**

Non. Vous m'aviez dit que vous étiez allé manger dans un restaurant. Regardez le procès-verbal du 27 septembre dernier. Vous aviez dit que vous étiez allé manger dans un restaurant et vous avez indiqué : « On m'a dit ». Vous n'aviez pas dit que c'était ce restaurateur.

**Monsieur le Président**

Je vais aussi au Mas du cheval des fois.

**Cyril MEUNIER**

Vous avez bien raison, et j'invite l'ensemble de nos collègues à venir manger et faire la fête à Lattes. C'est un site merveilleux.

**Monsieur le Président**

J'y vais souvent.

**Cyril MEUNIER**

Je sais. On s'y croise.

**Monsieur le Président**

J'y vais, comme je vais aussi souvent à Grabels. Je vais souvent à la boulangerie de Grabels. Ils font du très bon pain. En face du clocher, dans la rue centrale. Il n'y a personne qui m'a parlé du syndicat, là-bas. Monsieur Revol, je vais parfois acheter mon pain dans cette merveilleuse boulangerie.

**Catherine MAVEL**

Monsieur le Président, je suis novice dans cette assemblée, et je tenais à vous faire part, en tant que représentante de la plus petite commune de la Métropole, de mon étonnement de voir avec quelle facilité vous venez d'évincer les Montaudois. C'est un constat. Cela n'appelle pas de réponse. Je trouve ça navrant.

**Monsieur le Président**

Et, pourquoi il n'est pas là, votre Maire ? Il est à Paris ? À l'Assemblée nationale ? Qu'est-ce qu'il fait ?

**Catherine MAVEL**

Je suis très contente que vous évoquiez ça et je pense que c'est un mot de bienvenue. Pour mon arrivée. Monsieur le Maire de Montaud, effectivement, n'est pas là. En tant que première adjointe, je représente la commune et son conseil municipal qui est uni. Je vous le répète.

**Monsieur le Président**

Vous représentez surtout votre Maire, Madame.

**Catherine MAVEL**

Oui. Et la population.

**Monsieur le Président**

Et votre Maire.

**Catherine MAVEL**

Et la population.

**Monsieur le Président**

Dans un deuxième temps.

**Catherine MAVEL**

Et je trouve ça navrant que vous insistiez, Monsieur le Président, pour faire un trait d'humour. Je trouve cela lamentable.

**Monsieur le Président**

Eh bien, écoutez, j'en parlerai à votre Maire.

**Catherine MAVEL**

Je suis tout à fait en mesure, Monsieur le Président, de lui faire un compte rendu de cet échange.

**Monsieur le Président**

Eh bien, allez-y, alors.

**Catherine MAVEL**

Tout à fait.

**Monsieur le Président**

Téléphonez-lui.

**Patricia MIRALLES**

Puisque l'on parle de lamentable et de scandaleux, je voudrais quand même dire que j'ai été très choquée de l'avis de décès que Monsieur Meunier a placardé partout. Je tiens à lui dire que j'ai mes grands-parents qui sont enterrés à Lattes ainsi que ma jeune cousine. Et, aller au cimetière et se rendre compte que l'on placarde ce genre de propagande sur la porte du cimetière, c'est tout simplement scandaleux. J'aimerais que l'on respecte les morts et ce n'est pas de cette façon. C'est scandaleux, Cyril, ce que tu as fait.

**Cyril MEUNIER**

Ce n'est pas sur la porte du cimetière.

**Patricia MIRALLES**

Si. J'y suis allée.

**Cyril MEUNIER**

C'était sur les sucettes.

**Monsieur le Président**

Nous allons continuer la discussion en parlant justement des sucettes. Je vous informe que, dans le transfert qui s'est produit, et je ne l'ai jamais vu marqué quelque part, et je vais donc vous en faire part, entre le grand frère, le Conseil départemental, et nous, Métropole, pour la voirie, nous avons hérité de 90 sucettes. Qui sont le long des voies. Une face. C'est bien, non ? C'est sympa.

**AFFAIRE N° 29 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - COMMISSIONS DELEGATION DE SERVICE PUBLICS (CDSP) - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) – ELECTIONS**

**Monsieur le Président**

Pour la Commission d'Appel d'Offres, la CAO, nous avons plusieurs listes qui sont arrivées dans les délais puisque le délai a expiré ce matin même à midi. Je remercie le coursier rapide qui nous a fait parvenir les listes.

Sur la liste numéro 1, il y a, proposé, comme représentants titulaires, M. H. DE VERBIZIER Mme R. BUONO M. G. BARRAL, Mme L. ACQUIER et M. R. COTTE.

Et comme représentants suppléants : M. G. CASTRE, Mme C. MARION, Mme M. BODKIN M. P. KRZYZANSKI et M. G. LANNELONGUE

C'est la liste de la Commission d'Appel d'Offres. La première que je propose.

La deuxième liste qui est proposée par le groupe de Coopération Métropolitaine, par Madame Touzard, comprend P. BONNAL, Mme C. DARDE, Mme M. CASSAR, Mme C. DONADA et M. R. REVOL.

Et, comme représentants suppléants, M. C. COUR, M. J. VERA, Mme I. TOUZARD, M. R. CAIZERGUES, Et M. J. RAYMOND

Il faut que vous utilisiez des bulletins roses. N'oubliez pas, ceux qui ont des procurations, de voter deux fois. Ceux qui sont d'accord avec la liste de Madame Touzard mettent numéro 2 et ceux qui sont d'accord avec moi mettent numéro 1.

*Les élus procèdent au vote numéro un.*

**Cyril MEUNIER**

A l'exception de l'élus hors-sol, Madame Buono, y a-t-il une raison pour laquelle il n'y a que des Montpelliérains dans la commission d'appel d'offres ? Je sais bien que nous sommes tous là pour le bien commun. Je ne jette aucun opprobre sur eux.

**Monsieur le Président**

Vous ne faites pas confiance aux Montpelliérains ?

**Cyril MEUNIER**

Si, bien sûr. Et je fais même confiance à tout le monde. C'est ce qui me joue des tours, parfois. Mais, là, il n'y a pas que des Montpelliérains.

**Monsieur le Président**

Mais il y a Madame Buono.

**Cyril MEUNIER**

Oui, hors-sol.

**Monsieur le Président**

Elle est de Lattes. Et je le dis pour les journalistes car il y en a certains qui ont écrit des choses qui ne sont pas tout à fait vraies. Je me permets de le corriger en séance. Lorsque nous avons proposé à Madame Buono d'être Vice-présidente, portant ainsi le nombre de Vice-présidents à 10 hommes et 10 femmes, parfaitement paritaire, comme au début de la création de la Métropole, Madame Buono faisait partie de l'exécutif de la ville de Lattes. Elle a été exclue de l'exécutif après.

**Cyril MEUNIER**

Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser. C'est faux. Le vote est intervenu je crois 23 jours après que vous ayez reçue une lettre recommandée vous disant qu'elle ne faisait plus partie de la majorité puisqu'elle était en phase d'accepter et qu'elle nous avait prévenus. Donc, c'est faux. Vous l'avez reçue, je crois, le 4 septembre. Et, le 27 septembre, vous l'avez faite élire. Donc, vous saviez qu'à l'unanimité du groupe majoritaire, elle ne faisait plus partie du groupe majoritaire de la commune de Lattes. Et, même si elle faisait partie du groupe majoritaire, et même si elle avait fait partie de ce groupe majoritaire, le Président de la Métropole, n'a pas le droit, sans en avertir le Maire, sauf sur la Ville de Montpellier où vous cumulez les deux fonctions, de choisir qui ou pas peut être Vice-président, sans l'avis et sans l'accord du Maire de la commune dans laquelle la personne est élue. Donc, Madame Buono avait, le 4 septembre 2017, été, à l'unanimité, sortie du groupe majoritaire. Vous en aviez été prévenu le 5 septembre par lettre recommandée.

**Henri ROUILLEAULT**

Je voulais expliquer pourquoi je ne vais voter ni pour une liste ni pour une autre. Dans une commission d'appel d'offres, il faut être extrêmement rigoureux sur la question des appels d'offres. C'est une question sur laquelle les élus doivent être tout à fait sûrs. Je voudrais dire que, à Castelnau, je trouve cela très bien. En tant qu'élus d'opposition, je suis membre de la commission des appels d'offres. Cela me paraît être quelque chose d'important pour exercer un travail de vigilance. J'aurais très bien vu que cette commission puisse avoir une représentation à la proportionnelle. Vous avez évoqué plusieurs groupes et ce serait logique que ces différents groupes soient dans la commission.

**Monsieur le Président**

Mais, en fonction des résultats, il y a une représentation proportionnelle. C'est ce qu'on est en train de faire. Ce que vous proposez, c'est ce que nous sommes en train de faire en séance. C'est pour ça qu'on le fait. C'est la loi. Nous allons poursuivre l'ordre du jour pendant que l'on dépouille les votes.

Je propose de désigner comme scrutateurs les 4 plus jeunes du Conseil. Deux hommes et deux femmes. Mademoiselle Bodkin et Mademoiselle Lledo. Et Monsieur Abert et Monsieur Balazun.

*Les élus procèdent au vote numéro un.*

**AFFAIRE N° 30 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - MANDATS MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SA3M - COMPTES RENDUS ANNUELS A LA COLLECTIVITE (EXERCICE 2016) - AVENANT N°2 AU MANDAT D'ETUDES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. E. PETIT sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Je ne prends pas part au vote.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'a pas pris part au vote : Monsieur P. SAUREL

**AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DES CEVENNES - MANDATS MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SA3M - COMPTES RENDUS ANNUELS A LA COLLECTIVITE (EXERCICE 2016) - AVENANT N°2 AU MANDAT D'ETUDES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. E. PETIT entre en séance.*

*M. J. VERA sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je ne prends pas part au vote. Une abstention. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

N'a pas pris part au vote : Monsieur P. SAUREL

**AFFAIRE N° 32 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - SECTEUR DE LA MOGERE - CAMBACERES - CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°5 - CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE - AVENANT N°4 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je ne prends pas part au vote. Un vote contre. Adoptée.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 1 vote contre).*

A voté contre : M. J.-N. FOURCADE.

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

N'a pas pris part au vote : M. P.SAUREL.

**Monsieur le Président**

Sur le vote numéro un de l'affaire 29, y a-t-il encore quelqu'un qui demande à voter ? Je déclare le scrutin clos et vous pouvez donc dépouiller.

*Il est procédé au dépouillement du vote numéro un.*

Avant de passer à l'affaire 33 de l'ordre du jour, je vous propose de passer au vote numéro deux de l'affaire 29. Il s'agit là de la Commission de Délégation de Service Public relative à l'exploitation du Zénith, du Corum et des plages.

La liste numéro un, proposée par moi-même, propose, comme représentants titulaires, M. JL. COUSQUER, M. N. SEGURA, Mme T. DA SYLVA, M. JF. AUDRIN et M. R. CAIZERGUES.  
Et comme représentants suppléants, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. E. PASTOR, Mme S. KERANGUEVEN, M. J. DOMERGUE et Mme B. ROUSSEL-GALIANA.

La liste deux est proposée par Madame Touzard avec, comme représentants titulaires, M. C. COUR, Mme C. JABADO, M. T. QUILES, Mme C. DARDE, M. R. CAIZERGUES.  
Et, comme représentants suppléants, M. P. BONNAL, M. A. LARUE, M. C. MEUNIER, Mme I. TOUZARD, Mme MC. PANOS.

Il faut utiliser des bulletins verts.

*Les élus procèdent au vote numéro deux.*

**AFFAIRE N° 33 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ECOCITE -VCOMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LAVMER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE 2016 – SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - AVENANT N°4 A LA CONCESSION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 1 vote contre).*

A voté contre : M. J.-N. FOURCADE.

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. P.SAUREL.

**AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL - JUVIGNAC - "CARRIERE DE L'ORT" - AVENANTS AUX CONVENTIONS AVEC LA SCCV "DOMAINE DE BELROSE" ET LA SARL "KALITHYS" - PROJET DE CONVENTION SUR LA PARCELLE BV0003 POUR PARTIE - AVENANTS ET PROJET DE CONVENTION DE REVERSEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 35 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ACTION FONCIERE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - COMMUNE DE MONTPELLIER - SECTEUR "ZENITH SUD" - AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Madame S. JANNIN et Madame C. MARION.

**AFFAIRE N° 36 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - POLITIQUE AGRO-ECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE - PROGRAMME NATIONAL POUR L'ALIMENTATION-SUBVENTION A LA SOMIMON DELEGATAIRE DU MARCHE D'INTERET NATIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DEMANDE DE SUBVENTIONS**

*M. J. VERA entre en séance.*

**Mylène Fourcade**

Dans le cadre de sa politique agro écologique et alimentaire, la Métropole de Montpellier s'est portée candidate, suite à un appel à projets porté par le Ministère de l'agriculture de l'alimentation et de la forêt dans le cadre du programme national de l'alimentation, au titre de 2016 2017. La candidature de la Métropole a porté sur trois grands axes. Le premier, mettre en œuvre une politique alimentaire territoriale, donner à voir l'existant, mutualiser, stimuler les initiatives.

Le deuxième, rassembler l'ensemble des acteurs dans une gouvernance partagée. Et, le troisième, reterritorialiser la consommation alimentaire en facilitant la connexion entre l'offre agricole et la demande agricole locale. La Métropole a été sélectionnée comme lauréate nationale 2016-2017, au printemps dernier, lors du salon de l'agriculture. Et doit bénéficier, à ce titre, de financements dédiés de l'État, de la DRAF et de l'ADEME. Sur 423 dossiers déposés, seuls 47 ont été retenus, dont celui de la Métropole. Le montant prévisionnel des subventions qui devraient être notifiées par l'État et l'ADEME est de l'ordre de 42 500 euros. Afin de finaliser le processus de notification, il convient à présent de solliciter l'attribution et le versement de ces subventions auprès des partenaires co-financeurs, ADEME et DRAF.

Par ailleurs, au titre du troisième axe de la candidature de la Métropole, un des projets proposés, est le lancement du guide en temps réel porté par le MIN de Montpellier. Ce guide en temps réel est une plate-forme virtuelle qui va permettre aux acheteurs de voir les produits locaux de saison proposés par les producteurs. Sans qu'ils aient besoin de se déplacer sur le marché. Derrière leur écran, ils pourront voir les produits proposés et les quantités disponibles. Le projet de guide en temps réel s'articulera autour d'une vitrine dématérialisée des produits locaux, présentant pour chaque produit le périmètre de proximité, une cartographie des producteurs fournisseurs locaux, les volumes disponibles, le volume total dans le périmètre et, bien sûr, la saisonnalité des produits. Il y aura également un annuaire géolocalisé des producteurs fournisseurs et une cartographie des outils structurants utilisés par les opérateurs métropolitains. Abattoirs, ateliers de transformation, unités de production culinaire. Ces infrastructures étant, pour la plupart, situées hors de la Métropole. Dans un premier temps, cette plate-forme virtuelle ne concernera que les fruits et légumes et il est prévu de l'étendre, ensuite, à la viande, et aussi aux produits transformés. Ce guide, en temps réel, sera effectif au premier trimestre 2018. Il est proposé d'attribuer une partie de la subvention reçue par la Métropole pour un montant de 8 500 euros, à la Somimon Mercadis afin de permettre la mise en place de ce projet de guide en temps réel retenu dans le cadre de notre candidature.

**Monsieur le Président**

J'indique d'abord que le vote numéro deux est encore en cours. Qui demande encore à voter ? Je demande aux élus de rester en séance pendant les votes parce que ce n'est pas gérable sinon pour celles et ceux qui s'occupent de passer dans les travées avec les urnes. Puisque personne ne demande à voter encore, je déclare le scrutin clos.

*Il est procédé au dépouillement du vote numéro deux.*

Je continue sur l'affaire présentée par Madame Fourcade. Qui demande la parole ?

**Michelle CASSAR**

Monsieur le Président, je voudrais simplement faire une petite parenthèse. Bien sûr, je ne remets pas en cause du tout les compétences de Madame Fourcade. Elle aura le temps de nous le prouver sur les années qui vont venir.

**Monsieur le Président**

C'est coquin Vous êtes coquine. De dire cela.

**Michelle CASSAR**

Je voudrais quand même remercier Isabelle Touzard qui, pendant trois ans, a travaillé avec compétence et qualité dans le cadre de sa délégation.



**Monsieur le Président**

Vous avez fait une volée amortie.

**Michelle CASSAR**

Vous savez que j'étais bien classée au tennis.

**Monsieur le Président**

Je sais. Vous étiez 15.3, comme moi.

**Michelle CASSAR**

Elle a travaillé avec compétence et a bien avancé. C'est même elle qui a reçu des mains du Ministre Stéphane Le Foll le prix dédié à la Métropole. Je voudrais quand même qu'on pense un peu à elle et qu'on la remercie pour tout le travail qu'elle a fait durant ces trois années.

**Monsieur le Président**

J'ai bien compris. Mais la nostalgie ne fonde pas une politique.

**Michelle CASSAR**

Ce n'est pas du tout nostalgique. C'est une reconnaissance. Et vous savez que, moi, j'ai beaucoup de reconnaissance.

**Isabelle TOUZARD**

J'insiste sur l'importance de ce dispositif qui est innovant. Il s'agit d'un pas en avant très important dans tout le programme de modernisation du marché. Nous ne pouvons que nous réjouir qu'il avance. Je ne suis pas nostalgique dès lors que les choses continuent à avancer et de façon positive, dans l'intérêt général. Je me félicite donc vraiment que ce projet voit le jour maintenant. Mais je voudrais quand même dire que les services, par rapport à tout cela, font un travail d'une très grande qualité, avec des moyens humains extrêmement réduits. Il y a beaucoup de travail. Même si cela peut sembler être de petites sommes. Il y a énormément de travail pour défendre les projets, obtenir la reconnaissance nationale, et je souhaite insister là-dessus. Je trouve qu'il serait positif qu'au bout de ces quelques années de lancement d'une politique agro écologique alimentaire ambitieuse et unique en France à l'échelle d'une métropole, on puisse faire en sorte que les moyens se démultiplient un peu. Même si je sais que les circonstances ne sont pas très favorables. Il y a quand même du potentiel et des retours sur investissement très intéressants dans ce domaine-là, aussi.

**Mylène FOURCADE**

Je suis complètement dans la continuité de la politique agro-écologique alimentaire que Madame Touzard a mise en place. Je souhaite l'améliorer, la faire progresser. Il y a des points d'amélioration et nous sommes là dans l'intérêt général, dans l'intérêt des habitants de la Métropole. Nous, élus, nous sommes de passage. Ce qui compte, c'est les projets portés par le Président. Nous n'avons que des délégations et nous sommes là pour travailler. Effectivement, je salue le travail des services qui regroupent des personnes très compétentes, à l'écoute, pour porter ce beau projet alimentaire de la Métropole, qui est unique puisque nous sommes la seule métropole de France, aujourd'hui, à avoir une telle politique publique.

**Monsieur le Président**

Rassurez-vous, le Président est aussi de passage. Il n'est pas immuable. Mais, simplement, il faut regarder les étoiles. Il faut s'élever au-dessus des marécages et regarder les étoiles. Vous savez comment on dit les étoiles en chinois ? «syeh-syeh». C'est magnifique.

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

En tant que présidente du MIN, je suis ravie. Le travail sur cette vitrine virtuelle a commencé depuis plus d'un an. Nous le suivons et nous souhaitons toujours améliorer le système. Il est positif que cela soit la Somimom Mercadis qui puisse le porter et non de nombreux producteurs car cela permet de centraliser, pour être au service de tous. C'est vraiment un bel outil. Merci.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : M. R. CALVAT, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ.

**Monsieur le Président**

Je lance le vote numéro trois qui se concerne la Commission de Délégation de Service Public relative à l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée.

Je vous propose comme représentants titulaires M. H.DE VERBIZIER, Mme M.BODKIN, Mme C. MARION, M. JL COUSQUER, Mme E. LLORET.

Et, comme suppléants, Mme C. NAVARRE, Mme B. MICHEL, M. A. MOYNIER, Mme C. HART et Mme J. FRECHE.

Sur la liste numéro 2, proposée par Madame Touzard, il y a : Mme I. TOUZARD, M. R. REVOL, M. E. PASTOR, Mme M. CASSAR, M. A. LARUE Et comme suppléant, M. C. COUR, Mme MC. PANOS, M. P. BONNAL, M. JP. GRAND et Mme C. DONADA.

C'est le vote numéro trois. Si vous êtes d'accord avec le liste de Madame Touzard vous mettez liste numéro 2 et si vous êtes d'accord avec moi, vous mettez liste numéro 1.

*Les élus procèdent au vote numéro trois.*

**AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "LE PARC MONTEILLET" - BOULEVARD DES MOURES A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Noël SEGURA**

Je voulais simplement dire sur ce dossier que la justice a rendu son verdict et que la Métropole et la Ville ont donc gagné le procès. Qui a été long. Qui a coûté 600 000 euros à la commune. Et que je souhaite récupérer.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Maire. Je me souviens des attaques perfides que nous avons vécues en réunion publique à Villeneuve-lès-Maguelone. Mais force est de constater que force est restée à la loi. Cela fera du bien aux finances de Villeneuve. C'est bien.

Je vous donne les résultats du premier vote.

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 86 bulletins. Bulletins blancs : 5. Bulletins nuls : 7. Nombre de suffrages exprimés, 74. La liste 1 a obtenu 56 voix et la liste 2 18 voix. La liste 1 possède donc quatre sièges et la liste 2 un siège.

Je vous propose donc la liste modifiée suivante, qui intègre le vote : titulaires : M. H. DE VERBIZIER, Mme R. BUONO, M. G. BARRAL, Mme L. ACQUIER, M. P. BONNAL et comme suppléants, M. G. CASTRE, Mme C.MARION, Mme M. BODKIN, M. P. KRZYZANSKI, M. C. COUR.

**Pierre BONNAL**

Merci à celles et ceux qui ont voté pour nous. Je voudrais revenir sur la première proposition que vous avez faite où il n'y avait quasiment que des Montpelliérains. Cela fait 15 ans que je suis dans la commission d'appel d'offres. Il est très important de savoir ce dont on parle. Je me souviens en particulier du système d'assainissement, de Cournonsec, si je me souviens bien, à base de roseaux et de choses comme ça. Je me souviens, avec Max Levita, de l'émissaire en mer, où Max avait peur que l'émissaire se soulève comme une trompe d'éléphant. Je pense qu'il n'a pas oublié. Il faut connaître le territoire pour savoir ce que l'on vote. Je ne mets pas en doute la connaissance de la totalité du territoire par les conseillers de Montpellier mais moi-même je ne prétends pas l'avoir. Mais je crois quand même assez bien le connaître.

**Monsieur le Président**

Puisque vous parlez de l'émissaire en mer, je voudrais citer l'article magnifique de Midi-Libre, hier, qui fait état de la politique maritime de la Région Languedoc-Roussillon Midi Pyrénées devenue Occitanie. J'ai vu que la région Occitanie a financé à hauteur de 300 000 euros l'émissaire en mer pour la communauté d'agglomération des Albères. J'en ai pris acte. Je ne savais pas que l'émissaire en mer était une compétence régionale. Mais je l'ai appris.

**Maud BODKIN**

Pierre, je suis une petite et modeste élue de Montpellier. Mais sache, pour ton information, que je n'ai pas non plus la prétention de connaître l'ensemble du territoire de la Métropole. Mais je le connais un peu. J'ai moi-même vécu de nombreuses années à Saussan, à Grabels. Donc, je vais essayer de découvrir les communes que je connais peut-être un peu moins. Mais j'essaierai en tant que suppléante de cette commission, de le connaître un peu mieux.

**Monsieur le Président**

Je donne raison à Monsieur Bonnal. Il n'y a pas de petits élus. Il n'y a que des petites phrases mesquines.

**Pierre BONNAL**

Ce sera très bien. J'espère que cela sera comme avec Monsieur Barral. Quand il y a des sujets sur Montpellier, on arrive à échanger. Moi aussi j'ai grandi à Montpellier. Mais je peux parler de Figuerolles, des Cévennes.

**Monsieur le Président**

Monsieur Bonnal est un baron de Caravètes.

**Pierre BONNAL**

Merci, Monsieur le Président. Il faut avoir cette vue d'ensemble.

**Monsieur le Président**

Moi, j'ai appris à écrire dans l'école de Saint Georges d'Orques. Monsieur Audrin m'a même autorisé à taguer l'école parce qu'il allait la démolir pour faire des logements sociaux. Il m'a dit « cela peut te faire plaisir de taguer ta propre école ». Je l'ai fait.

Est-ce que quelqu'un demande encore à voter sur le vote numéro trois ? Je déclare donc le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller.

*Il est procédé au dépouillement du vote numéro trois.*

Nous votons sur l'affaire 37.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – RESIDENCE "CITY ZEN", RUE DE FONTCARRADE A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

**Monsieur le président**

Nous lançons le vote numéro quatre. Pour la Commission de Service Public relative aux services publics Eau potable, Eau brute et Assainissement.

Je vous propose la liste des titulaires suivants : M. JL MEISSONNIER, M. A. EL KANDOUSSI, Mme S. JANNIN, M. L.JAOUL, M. R. CALVAT.

Et comme représentants suppléants, M. P DUDIEUZERE, M. JM. LUSSERT, M. M.FRAYSSE, M. J DOMERGUE et M. A. MOYNIER.

Pour la liste numéro 2, comme représentants titulaires, M. R. REVOL, M. J. RAYMOND, Mme M. CASSAR, M. A. LARUE, Mme MC. PANOS.

Et Comme représentants suppléants, Mme C. DONADA, Mme I. TOUZARD, M. R. CAIZERGUES, M. T. DEWINTRE et M. J. VERA.

*Les élus procèdent au vote numéro quatre.*

Je présente les résultats du vote numéro 2 : nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 84. Bulletins blancs : 8. Bulletins nuls : 1. Nombre de suffrages exprimés : 75. La liste numéro 1 : 56 voix. La liste numéro 2 : 19 voix. Il y aura donc la composition suivante : quatre membres de la liste 1 élus et un membre de la liste 2.

Les représentants titulaires sont donc les suivants : M. JL. COUSQUER, M. N SEGURA, Mme T. DA SYLVA, M. JF. AUDRIN, M. C. COUR.

Et les représentants suppléants sont les suivants : Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. E. PASTOR, Mme S. KERANGUEVEN, M. J DOMERGUE, M. P. BONNAL

**AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE «SAINT-GERMAIN DES PRES » - AVENUE DU CAP A LATTES - ABROGATION DE LA DELIBERATION N°14417 - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Mme V. DEMON, Mme S. JANNIN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

**AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "NEW 123", 123 BIS AVENUE DE PALAVAS A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE FDI FONCIERE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

**AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 60 LOGEMENTS SOCIAUX ETUDIANTS – RESIDENCE "LE THALES" TRANCHE 2 - 1567 AVENUE ALBERT EINSTEIN A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM RESIDENCES SOCIALES DE FRANCE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 19 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "JARDIN DES BEAUX-ARTS", 11/13 AVENUE SAINT-LAZARE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RESIDENCE "LE MONTEILLET", BOULEVARD DES MOURES A VILLE-NEUVE-LES-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 44 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RESIDENCE "LE DOMAINE DE BELROSE", CHEMIN DE L'ORT A JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SCCV LE DOMAINE DE BELROSE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 45 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RESIDENCE "LE MELIA", ZAC CANTAUSSEL LOT 11B, RUE DE PERDIGAL A SAINT-BRES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'a pas pris part au vote : M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 46 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "MARIE LOUISE" - 997 RUE DES BOUISSSES A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM DOMICIL - DELIBERATION N°14605 DU 17 MAI 2017 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'a pas pris part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI.

**AFFAIRE N° 47 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS "COURREAU/ FIGUEROLLES /NORD ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE 22 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 48 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 47 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 49 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - EXTENSION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION DU SECRETARIAT GENERAL - CREATION D'UN SERVICE COMMUN DU COURRIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes M-C. PANOS et M. BODKIN sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Je clos, si personne ne demande à voter, le vote numéro quatre. Vous pouvez dépouiller.

*Il est procédé au dépouillement du vote numéro quatre.*

**Régine ILLAIRE**

Nous sommes dans la continuité du mouvement de mutualisation. Aujourd'hui, il est proposé d'étendre le service commun de direction du secrétariat général à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2017 au poste de chargé de mission du secrétariat général et d'assistant ou d'assistante de direction. Et, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, au service courrier. Au total, cela fait 13 postes Ville, et quatre postes Métropole. Qui sont concernés. Pour la clef de répartition des dépenses associées, elle garantit la neutralité financière pour les deux collectivités. Elle est calculée sur la base des effectifs de chaque collectivité mis en commun avant la construction du service commun.

**Monsieur le Président**

Je lance un appel aux maires des communes. S'ils souhaitent que nous nous occupions de leurs courriers, nous sommes à leur disposition. Pour mutualiser encore.

**Pierre BONNAL**

Je suis d'accord avec le principe. Je le disais il y a quatre mois et je ne vais donc pas dire le contraire ce soir. Mais il y a quelque chose qui m'interpelle. Pour décider, pour voter cette décision, on n'a aucun chiffre. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas les effectifs, c'est de savoir combien de lettres, par jour, arrivent et partent au niveau de la Métropole et au niveau de la Ville. Vous écrivez par ailleurs que les avis des comités techniques de la Ville et de la Métropole ont été sollicités. Je veux savoir ce qu'ils ont souhaité. Mais ce sont surtout les chiffres qui m'intéressent.

**Régine ILLAIRE**

Je n'ai pas les chiffres du courrier, Monsieur le Président, mais je pourrais les communiquer à Monsieur Bonnal.

**Pierre BONNAL**

C'est à l'Assemblée qu'il faut les communiquer.

**Régine ILLAIRE**

Je le ferai. Mais, Monsieur Bonnal, vous avez assisté à la commission Ressources Humaines.

**Pierre BONNAL**

Justement, j'avais posé la même question. Quelles étaient les avis des comités techniques ?

**Monsieur le Président**

Favorables.

**Isabelle TOUZARD**

La mutualisation va dans le sens de la décentralisation. Il n'y a aucun souci à cela. Mais il nous semble qu'il arrive un moment où il serait positif, avant de continuer à mutualiser les services, de faire un bilan de ce qui a déjà été fait. D'en tirer les conséquences, les conclusions, de ce qui marche et de ce qui ne marche pas, avant de continuer à avancer à marche forcée, je dirais, dans cette voie. Il nous manque donc, pour l'instant, une évaluation à mi-parcours. De tous les processus de mutualisation qui ont déjà été entamés et du fonctionnement.

**Monsieur le Président**

Je vous promets que je ferai une évaluation très précise.

**Catherine DARDE**

Je suis un peu étonnée que nous procédions systématiquement, depuis plusieurs mois, à des transferts de personnel dans le cadre de la mutualisation, même si c'est un bon principe, sans avoir aucune évaluation précise du coût du transfert des agents, de l'impact sur les années à venir sur les finances de la Métropole et un état des lieux des résultats de cette mutualisation. Car, mutualiser pour mutualiser ne suffit pas et il faudrait constater une réelle plus-value. Monsieur le Président, à chaque conseil, vous avancez sur la mutualisation sans avoir aucun bilan. Donc, sérieusement, Monsieur le Président, nous vous demandons à la prochaine commission, de nous faire un point sur l'évaluation complète, précise, en termes de nombre d'agents, de chiffres, d'impact financier sur l'ensemble des mutualisations engagées depuis le début de l'année.

**Monsieur le Président**

Comme le prévoit la loi, le bilan de la mutualisation vous sera proposé lors de la discussion du débat d'orientation budgétaire. Et l'ensemble des mutualisations seront évaluées au niveau des communes.

**Sabria BOUALLAGA**

Moi aussi, je suis un peu abasourdie car ce qui n'était pas important pour vous il y a encore quelques mois est soudainement, d'une importance capitale. Je ne comprends pas. Il y a une disproportion dans votre engagement politique et de l'hypocrisie. Je ne comprends pas. À l'époque, j'étais dans toutes ces commissions et, toutes ces questions-là n'étaient pas importantes pour vous, Madame. Soudainement, elles le deviennent. Moi, je sais pourquoi je suis là. Je suis à l'aise.

**René REVOL**

Lorsque nous avons discuté du schéma de mutualisation, il est possible de se reporter aux débats de l'époque qui ont été enregistrés, nous avons été nombreux à souligner que cette mutualisation devait être maîtrisée pour qu'il n'y ait pas de dérive dans le transfert. Il y a d'un côté le transfert de compétences et, de l'autre, la mutualisation. La mutualisation est une bonne chose si on arrive à une somme positive, à la fin, pour tous. À ce moment-là, nous nous étions engagés à faire un bilan. Donc, nous ne faisons rien d'autre que demander ce que nous avions demandé à l'époque. Ce n'est donc pas du tout lié au changement de gouvernance. C'est le bilan normal d'une mutualisation.

**Monsieur le Président**

Il n'y a pas de changement de gouvernance. Il y a un retour à la normale. Ce n'est pas pareil.

**Sabria BOUALLAGA**

Vous avez entièrement raison. La majorité tiendra également à ce bilan. Qu'il soit positif ou négatif. Il faut que les élus soient responsables devant les décisions qu'ils prennent. Je pense que ce n'est pas un souci et que l'on aura aussi le souci de la responsabilité des décisions que l'on aura prises. Ce que je dis aujourd'hui, c'est que, moi, à l'époque, j'ai assisté à de nombreuses commissions. J'étais dans l'opposition, effectivement. Aucune de ces questions n'était posée à l'époque. Monsieur Revol, peut-être que vous aviez déjà ces positions mais ces questions-là ne paraissaient pas importantes, à l'époque pour Madame Dardé. J'ai donc le droit, aujourd'hui, de vous apostropher, sur des positions qui me semblent complètement instables.

**Monsieur le Président**

Comme le prévoit la loi, tout cela vous sera présenté lors du débat d'orientation budgétaire. Mais, surtout, vous n'aviez pas bien écouté ce qu'avait proposé Madame Illaire. Elle a en effet parlé de neutralité financière. Vous l'avez entendue. Cela a une signification. Pour les uns et pour les autres.

## **Isabelle TOUZARD**

L'évaluation ne porte pas uniquement sur les questions financières. C'est aussi sur le fonctionnement, sur la plus-value que cela apporte. Vous avez parlé de la question de la neutralité financière. Nous n'en doutons pas une minute. Mais, lorsque l'on parle d'évaluation, c'est beaucoup plus global. Au moment du débat d'orientation budgétaire, nous attendons plus qu'un simple équilibre financier.

## **Monsieur le Président**

C'est ce que demande la loi. Nous observerons la loi.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (16 abstentions et 1 vote contre).*

A voté contre : Mme A. LLEDO.

Se sont abstenu(e)s : M. P. BONNAL, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme C. DONADA, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. C. MEUNIER, M. E. PASTOR, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, Mme A. YAGUE.

## **Monsieur le Président**

Je donne les résultats du vote numéro trois. Bulletins trouvés dans l'urne : 86. Bulletins blancs : 6. Bulletins nuls : 2. Nombre de suffrages exprimés : 78. La liste numéro 1 recueille 60 voix. Et la liste numéro 2 18. Il y aura donc quatre sièges pour la liste 1 et un siège pour la liste 2.

Sont élus, pour la Délégation de Service Public relative à l'exploitation de l'aquarium, et du planétarium, comme titulaires : M. H.DE VERBIZIER, Mme M. BODKIN, Mme C. MARION, M. JL COUSQUER, Mme I. TOUZARD.

Et comme suppléants : Mme C. NAVARRE, Mme B. MICHEL, M. A. MOYNIER, Mme C. HART et M. C. COUR.

Je lance le vote 5 concernant la Commission de Délégation de Service Public relative au service public du Traitement des déchets ménagers et assimilés.

La liste que je propose est la suivante: M. JP RICO, Mme M. FOURCADE, M. R. COTTE, Mme R. BUONO, M. G. PASTOR.

Et, représentants suppléants, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, M. R. CAIZERGUES, M. J. VERA, Mme A. LLEDO.

Pour la liste numéro 2, les représentants titulaires proposés sont : M. C. MEUNIER, Mme C. JABADO, M T. QUILES, M. A. LARUE, Mme MC. PANOS.

Et, comme représentants suppléants, Mme I. TOUZARD, M. J. RAYMOND, M. JP. GRAND, Mme M. CASSAR et M. J. VERA.

*Les élus procèdent au vote numéro cinq.*

## **AFFAIRE N° 50 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CCAS - AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION GENERALE DES SERVICES - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme M. BODKIN entre en séance.*

*Mme I. GUIRAUD et M. C. COUR sortent de séance.*

## **Pierre BONNAL**

Il y a des mots qui m'ennuient dans ce projet de délibération. Et je voudrais plus particulièrement m'adresser aux maires qui sont là. Nous allons voter pour développer une politique de cohésion sociale, cohérente, à l'échelle de la ville de Montpellier. Ensuite, nous allons assurer des modalités d'intervention transversales et inscrire des orientations et des objectifs communs dans un souci de mise en œuvre efficiente de l'action sociale municipale. Donc, mes chers collègues, vous allez voter pour la Ville de Montpellier. C'est une question. Monsieur le Maire. Où en êtes-vous de l'ABS sur la ville de Montpellier ?



**Monsieur le Président**

Monsieur Fina va vous répondre car il s'agit d'une affaire de répartition entre les communes. Nous allons vous donner la réponse.

**Pierre BONNAL**

Ce n'est pas à Monsieur Fina que je m'adresse. Je suis désolé. Il y a un élu en charge de cette affaire. Doit-on alimenter la politique sociale de Montpellier ? Je l'alimente déjà par mes impôts fonciers de Montpellier. Je veux dire que l'on a un peu trop tendance à ce que cela soit toujours la Ville.

**Monsieur le Président**

Les quartiers politique de la ville, se trouvent-ils au Crès ou à Montpellier ?

**Pierre BONNAL**

Bien sûr. Mais ce n'est pas à nous de les financer.

**Monsieur le Président**

Mais comment ça ? La compétence politique de la Ville est passée en 2015 aux agglomérations. C'est la loi. D'ailleurs, c'est le gouvernement que vous souteniez qui l'a fait.

**Pierre BONNAL**

Je soutiens toujours le gouvernement.

**Monsieur le Président**

Mais il n'est plus là. Il est en exil. Où est-il ? Ils sont en exil.

**Pierre BONNAL**

Ce qui m'ennuie, c'est qu'il y a certaines choses qui apparaissent comme étant de la Ville de Montpellier. Je prends un exemple. Le dernier Twitter que j'ai reçu concerne l'installation d'une toilette sur une esplanade à Celleneuve. C'est bien. Mais ce n'est pas la Ville qui fait cela. C'est la Métropole. Et, la Métropole, dans ses travaux de voirie, n'apparaît jamais dans la communication particulièrement sur *Midi-Libre*. *Midi-Libre* n'a toujours pas compris l'organisation de la Métropole.

**Monsieur le Président**

Ne dites pas de mal de *Midi-Libre*.

**Pierre BONNAL**

Je ne dis pas de mal. Je dis que nous leur avons déjà expliqué, à la conférence de presse, mais qu'ils ont quelques difficultés à comprendre. Cela vaut aussi pour vos adjoints. Qui est-ce qui commande la voirie dans cette Métropole ? Qui commande la Ville ? Il doit y avoir un seul service. Un seul élu. Or, il y en a plusieurs.

**Monsieur le Président**

Parce que nous avons le sens de la coopération.

**Pierre BONNAL**

Au mois de juillet, il y a plus d'un an, vous avez eu un rapport sur l'état de la voirie dans les 31 communes. Sauf Montpellier. Donc sur les 30 villes. Je ne sais pas si vous en avez tenu compte.

**Rabii YOUSSEF**

Aujourd'hui, c'est Monsieur le Maire de Vendargues, Pierre Dudieuzère, pour actualiser la chose. Mais, en grande partie, c'était vous, Monsieur Bonnal qui, avec moi-même, vous occupiez de la voirie et des problèmes de voirie métropolitaine.

**Monsieur le Président**

Clair, net et précis.

Nous passons vote.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (17 abstentions et 1 vote contre).*

A voté contre : Mme A. LLEDO.

Se sont abstenu(e)s : M. P. BONNAL, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. C. COUR, Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, Mme C. DONADA, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. C. MEUNIER, M. E. PASTOR, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

**Monsieur le Président**

Je donne le résultat du vote numéro quatre concernant la Commission de Délégation de Service Public relative au service public de l'Eau potable, Eau brute et Assainissement. 86 bulletins ont été trouvés dans l'urne. 7 bulletins nuls. 79 suffrages exprimés. La liste numéro 1 a obtenu 60 voix et 4 sièges. Et la liste numéro 2, 19 voix et un siège.

Ce qui donne la composition suivante. Comme titulaires : M. JL MEISSONNIER, M. A. EL KANDOUSSI, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. R. REVOL.

Et comme représentants suppléants : M. P DUDIEUZERE, M. JM. LUSSERT, M. M.FRAYSSE, M. J DOMERGUE, Mme C. DONADA.

Nous allons clôturer, si personne ne demande à voter, le vote numéro cinq. Vous pouvez dépouiller.

*Il est procédé au dépouillement du vote numéro cinq.*

Nous lançons le vote numéro six. Pour la Commission de Délégation de Service Public relative au service public pour la gestion de l'exploitation des services funéraires.

La liste numéro 1, que je propose, propose, comme représentants titulaires, Mme L. ACQUIER, M. R. COTTE, M. JL. SAVY, M. G. BALAZUN, M. E. PENSO.

Et, comme suppléants, M. TH. BREYSSE, M. M.FRAYSSE, Mme S. BOUALLAGA, Mme R. ILLAIRE et M. R. CAIZERGUES

La liste proposée par Madame Touzard, la liste numéro 2, propose M. J. VERA, Mme C. DARDE, M. E. PASTOR, Mme C. DONADA, Mme M. CASSAR.

Et comme suppléants, M. R. CAIZERGUES, Mme MC. PANOS, M. C. COUR, M. T. DEWINTRE, Mme C. JABADO.

*Les élus procèdent au vote numéro six.*

**AFFAIRE N° 51 : RESSOURCES HUMAINES - REGIME INDEMNITAIRE - MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLEMENTAIRE - APPROBATION**

*Mmes I. GUIRAUD, M-C. PANOS et M. C. COUR entrent en séance.*

*Mme M. CASSAR et M. N. SEGURA sortent de séance.*

**Hervé MARTIN**

J'aurais d'abord une question. Dans les délibérations, est donnée une liste des motifs d'absence qui exclut de fait les agents de cette part du régime indemnitaire. Je souhaite savoir si le congé maternité fait partie de ces motifs ou pas. A priori, il n'est pas dans la liste, mais je voudrais m'en assurer.

**Monsieur le Président**

Cela n'en fait pas partie. Ce n'est pas une maladie, la maternité. Mais j'entends de ces choses...

**Hervé MARTIN**

Vous inventez des choses.

**Monsieur le Président**

Comment j'invente ? C'est vous qui venez de le dire.

**Hervé MARTIN**

Pas du tout. J'ai dit congé. Je n'ai pas dit maladie. Arrêtez. Ne vous énervez pas, écoutez-moi. Au lieu de dire n'importe quoi. Vous êtes en train de dire n'importe quoi.

**Monsieur le Président**

Le fait même que vous l'ayez envisagé un instant me choque au plus haut point.

**Hervé MARTIN**

Je préfère vérifier, parce que je sais à qui j'ai affaire, justement. Vous essayez de me faire dire des choses que je n'ai pas dites. Cela prouve bien que cela ne tourne pas toujours très rond. Vous êtes monté sur vos grands chevaux en inventant des choses. Totalement ahurissantes. Je reviens sur le fond.

**Monsieur le Président**

Vous n'allez pas faire votre « mijaurée ».

**Hervé MARTIN**

Non mais j'ai le droit de dire que vous inventez des choses et que vous me faites dire des trucs que je n'ai jamais dits.

**Monsieur le Président**

Vous l'avez dit.

**Hervé MARTIN**

Non je ne l'ai pas dit.

**Monsieur le Président**

Vous voyez, c'est un peu ambigu.

**Hervé MARTIN**

Je n'ai pas parlé de maladie. J'ai parlé de congé. Il y a une liste de congés. Et, vous, vous avez traduit cela à votre façon. Vous avez inventé quelque chose que je n'ai pas dit. J'ai parlé de liste de congés. Ne transformez pas. La preuve, c'est qu'il y a d'autres congés qui sont dans la liste qui n'ont rien à voir avec la maladie. Par exemple, le congé formation. On n'est pas sur la maladie. Je suis embêté, par exemple, sur ce point, parce que cela veut dire qu'un salarié qui est en formation ne peut pas prétendre à cette part de régime indemnitaire. Alors que, quand on va se former, c'est bien pour son travail. Je trouve gênant qu'il soit sûr de toucher une part de moins. Il est indiqué que cela a été soumis au comité technique, mais il n'y a pas plus de détails que cela. C'est pour ça que je préfère poser ce genre de questions, pour savoir exactement où l'on va. Vous ne traduisez rien d'autre ? Vous avez bien entendu ce que j'ai dit ?

**Monsieur le Président**

Merci de poser toutes ces questions qui peuvent vous éclairer. Vous savez il est toujours bon d'apprendre. C'est toujours positif.

**Henri ROUILLEAULT**

Nous ne sommes évidemment passés en comité technique paritaire, mais il serait positif de savoir que le comité a été saisi et de savoir quelles ont été les positions exprimées. Sur ce type de question précise, il faut observer les différentes positions prises.

**Régine ILLAIRE**

La modalité d'attribution de cette part complémentaire fait l'objet, chaque année, d'une présentation à l'assemblée. Les lignes n'ont pas changé. Le congé formation était déjà inscrit. Ces éléments sont passés en comité technique le 19 octobre. Cette part variable du régime indemnitaire est versée annuellement et est fondée sur la manière de servir de l'agent. Il n'y a donc pas de problème.

**Hervé MARTIN**

Pouvez-vous nous traduire ?

**Monsieur le Président**

Pourquoi, elle ne parle pas français ? Vous lui dites qu'elle ne parle pas français ? Mais c'est incroyable. Vous lui dites que ce qu'elle dit est complètement déconnecté de la réalité.

**Hervé MARTIN**

Je n'ai pas dit ça. J'ai dit que cela ne répondait pas à ma question.

**Monsieur le Président**

Donc, ce n'est pas une affaire de traduction. Donc vous avez très bien compris. Mais c'est vachement grave ce que vous dites ce soir.

**Hervé MARTIN**

Est-ce que je peux juste avoir une réponse à ma question ?

**Régine ILLAIRE**

Sur laquelle, Monsieur Martin ?

**Hervé MARTIN**

Par exemple, sur le congé de formation. Et pour savoir ce que le comité technique paritaire a dit sur ces aspects, par exemple le congé formation.

**Régine ILLAIRE**

Si nous le présentons ce soir, c'est qu'il n'a pas soulevé de problème. Chaque année, nous avons la même délibération.

**Hervé MARTIN**

Ce n'est pas parce que chaque année il y a la même délibération que cela n'a pas été abordé.

**Patricia MIRALLES**

Il s'agit de la même délibération depuis 2012. Et il me semble, qu'en 2012, vous étiez présent donc, vous devriez savoir exactement de quoi nous parlons.

**Hervé MARTIN**

D'accord. Mais, la commission en date du 19 octobre 2017 concerne 2017.

**Pierre BONNAL**

C'est vrai. Il faut faire attention au mot « congé formation ». Il y a, dans cette délibération, les congés de longue durée. Pour les personnes qui retournent à la fac de lettres ou à la fac de droit pour un autre diplôme. Il ne s'agit pas des congés formation quand les gens vont au CNFPT. J'aurais pu dire également quelque chose sur les fameux montants à 600 et 300 euros mais je m'abstiendrai.

**Monsieur le Président**

Merci pour cet éclairage qui, je suis sûr, satisfera notre collègue.

Si personne ne demande à voter sur le vote numéro six, je déclare le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 52 : RESSOURCES HUMAINES - MODALITES DE RECOURS A DES VACATIONS - CREATION DE NOUVELLES VACATIONS POUR L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. N. SEGURA entre en séance.*

**Pierre BONNAL**

Il y a un mot qui me gêne : « Il peut également être nécessaire de faire appel à des agents extérieurs et notamment des renforts et compétences de la Ville de Montpellier. » Pourquoi que la Ville de Montpellier ?

**Monsieur le Président**

« Notamment », cela ne signifie pas « que », cela veut dire « notamment ».

On va demander à la ville du Crès d'en donner.

**Pierre BONNAL**

Pourquoi pas, s'il y a suffisamment d'argent, vous aurez des volontaires.

**Monsieur le Président**

Pas de problème. C'est parce que, à Montpellier, il y a un pool qui est plus important. Vous le savez bien.

**Pierre BONNAL**

Je le sais. Vous savez que je suis un convaincu, Monsieur le Président. Et depuis longtemps. Mais je pense que ce serait très bien si nous avions un courrier de votre part nous expliquant ce dont il s'agit. Après, on verra bien ce qui arrivera, ce qui remontera. Mais je pense que l'on pourrait avoir du monde et que cela serait positif que la Métropole s'ouvre un peu plus sur l'extérieur.

**Monsieur le Président**

Si vous êtes candidat en 2020, aux élections municipales, je vous soutiendrai les yeux fermés. Je le dis clairement.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Monsieur le Président**

Nous lançons le vote numéro sept concernant la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics de l'Energie. Si vous êtes d'accord avec la liste que je vais présenter, vous mentionnez le numéro 1, et si vous êtes d'accord avec Madame Touzard, vous marquez le numéro 2.

La liste numéro 1 est composée de Mme T. DA SYLVA, Mme R. ILLAIRE, M. H. DE VERBIZIER, M. G. LANNELONGUE, M. JP. MOURE. Avec comme suppléant : M. G. BARRAL, M. JM ALAUZET, Mme V. DEMON, Mme A. BRISSAUD et Mme A. LLEDO.

Pour la liste numéro 2 il s'agit de M. J. RAYMOND, Mme I. TOUZARD, M. A. LARUE, M. T. QUILES, Mme MC. PANOS. , et les représentants suppléants, Mme C. DONADA, M. R. CAIZERGUES, M. J. VERA, M. T. DEWINTRE, Mme M. CASSAR.

*Les élus procèdent au vote numéro sept.*

**AFFAIRE N° 53 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 54 : CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme M. CASSAR entre en séance.*

**Monsieur le Président**

Exceptionnellement, je vais faire une exception, pour vous, Mademoiselle Lledo, je vais faire une entorse au règlement. Nous allons voter par division.

Association "Ars Musica"  
Je mets aux voix. Unanimité

Association "Revue Souffles, les écrivains méditerranéens"  
Je mets aux voix. Adopté.

Association "Club de la presse Occitanie de Montpellier"  
Je mets aux voix. 1 contre. Adopté.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité hormis l'affectation de subvention à l'association Club de la presse Occitanie de Montpellier qui est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

A voté contre : Mme A. LLEDO.

**AFFAIRE N° 55 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER POUR LA MISE EN OEUVRE D'UNE SAISON ARTISTIQUE AU BAR DU THEATRE JEAN VILAR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

A voté contre : Mme A. LLEDO.

**AFFAIRE N° 57 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, FEDERATION DE L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Présentez-nous d'abord l'affaire 57. Nous présenterons ensuite l'affaire 56.

**Bernard TRAVIER**

Il s'agit de deux affaires très proches dans la démarche. Nous avons passé une convention de partenariat avec l'association des paralysés de France, de façon à leur faciliter l'accès au musée Fabre. Et permettre à tous ceux qui pourraient être éloignés du musée d'y venir avec un maximum de facilité. Pour ce qui est du musée, celui-ci met à disposition des plasticiens, des médiateurs, et tout ça donne lieu à une restitution annuelle. Ce qui est évalué à 3 000 euros. Il y a des tarifs préférentiels proposés aux membres de l'association. Soit 30 euros. Sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires. En contrepartie, l'association des paralysés de France effectue la communication sur ce travail réalisé. Il leur est proposé de participer aux activités qui se déroulent au musée et de prévoir aussi les modalités de déplacement des bénéficiaires et de prise en charge. Car c'est trop compliqué pour le personnel car il faut être auprès des personnes en fauteuil roulant. Ils ont l'obligation d'informer le musée sur toute communication autour de ce projet.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Monsieur le Président**

Je vous donne les résultats du vote numéro 5. 86 bulletins ont été trouvés dans l'urne, 7 bulletins blancs et 1 vote nul, 78 suffrages exprimés. La liste que j'ai proposée a recueilli 59 votes favorables et celle de Madame Touzard 19.

La composition est donc la suivante. Comme titulaires, M. JP RICO, Mme M. FOURCADE, M. R. COTTE, Mme R. BUONO, M. C. MEUNIER.

Comme suppléants, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, M. R. CAIZERGUES, M. J. VERA, Mme I. TOUZARD.

**AFFAIRE N° 56 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE - POLE ADULTE MONTPELLIER - SERVICE ACCUEIL DE JOUR ET SECTION ANNEXE ETABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**Monsieur le Président**

Je vous informe que le *Figaro* vient de publier, sur son site Internet, les 60 ans de la petite chienne Laïka qui a été envoyée dans l'espace par les Russes. Quand je l'expliquais ici, tout le monde a rigolé. Tout le monde s'est foutu de moi, quand je parlais de Youri Gagarine et du pont. Merci au *Figaro* d'avoir fait le devoir de mémoire historique sur la première civilisation qui est allée dans l'espace grâce aux soviétiques.

Résultats du vote 6 : 86 bulletins trouvés dans l'urne. 9 bulletins blancs, 77 suffrages exprimés. La liste 1 a obtenu 59 voix et la liste 2, 18 voix.

Sont élus titulaires : Mme L. ACQUIER, M. R. COTTE, M. J.L. SAVY, M. G. BALAZUN, M. J. VERA.  
Et, comme suppléants : M. TH. BREYSSE, M. M. FRAYSSE, Mme S. BOUALLAGA, Mme R. ILLAIRE  
et M. R. CAIZERGUES.

#### **AFFAIRE N° 58 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA "SOCIETE DES AMIS DU LOUVRE" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*MM. L. JAOUL et P. BONNAL sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

#### **AFFAIRE N° 59 : CULTURE - MEDIATHEQUES - SCHEMA DE DEVELOPPEMENT CULTUREL TERRITORIAL POUR LA LECTURE PUBLIQUE - APPROBATION**

*MM. L. JAOUL et P. BONNAL entrent en séance.*

**Monsieur le Président**

Cette affaire est extrêmement importante.

**Bernard TRAVIER**

Comme vous le savez, nous disposons d'un outil exceptionnel qui est le réseau des médiathèques de la Métropole qui, jusqu'au 31 décembre, comportera 14 lieux. 14 médiathèques. Au 1<sup>er</sup> janvier, nous passerons à 15 puisque nous aurons accueilli dans notre sein la médiathèque de Saint Jean de Védas. Ce travail est fait sur tout le territoire, je le précise bien. Il comporte un certain nombre d'opérations. Nous avons d'abord monté un catalogue collectif avec 17 communes, ce qui permet de naviguer très facilement sur les fonds respectifs de chaque établissement. Nous avons mis au point un passeport multimédia avec 10 communes. Et nous avons engagé le développement du numérique d'une manière affirmée et réalisée à ce jour. Nous voulons créer non seulement une synergie, mais une complémentarité avec les bibliothèques municipales parce qu'il ne faut pas oublier que, sur ce plan-là, le territoire est très bien maillé. Il y en a un peu partout. Ensuite, il y a une subsidiarité avec une offre de services à la carte pour les communes. Et nous nous servons du réseau des médiathèques pour faire du territoire une destination culturelle de choix. Il y aura donc deux thèmes qui seront développés. Action culturelle et valorisation du patrimoine. Les deux vont ensemble et nous travaillons régulièrement avec l'office du tourisme.

Et, ensuite le développement de l'informatique documentaire et des services numériques. Je veux dire aussi qu'à travers le développement de la lecture publique et son amélioration, nous effectuons dans les médiathèques, très souvent, un travail social et de rattrapage scolaire. Madame le Recteur nous a laissé la disposition de deux enseignants notamment dans certaines médiathèques, ce qui nous permet d'aider les enfants en difficultés scolaires et d'accueillir leurs parents. Je veux dire aussi que le niveau atteint dans certaines de nos médiathèques était unique en France. Je rappelle que nous avons été évalués par l'inspection générale des bibliothèques. Je tiens le rapport à la disposition de tous les élus qui souhaitent le consulter. Le résultat est exceptionnel. La sénatrice Robert est venue nous rendre visite puisqu'elle a déposé un rapport sur l'ouverture le dimanche. Nous sommes largement en avance sur tout le monde et, actuellement, Éric Orsenna fait un tour de France. Je ne sais pas s'il viendra nous voir. Il propose quelque chose, aussi, sur l'ouverture le dimanche. De ce côté, nous ne craignons rien. C'est avec plaisir que nous l'accueillerons s'il choisit de venir à Montpellier. Je veux dire aussi que, grâce à certains enseignements, et je pense notamment à la bande dessinée, nous avons récupéré des enfants déscolarisés. Actuellement, c'est le cas notamment à Jean-Jacques Rousseau et à la médiathèque Shakespeare, dans les quartiers ciblés politique de la ville, nous sommes en avance puisque nous enseignons la domotique et la manière de programmer les robots. Je pense qu'il y a à l'heure actuelle très peu de médiathèques en France qui font ce travail et je pense même de manière certaine que nous sommes les seuls. Je veux aussi dire que nous sommes pris en exemple pour notre travail en matière de lecture publique. Très souvent, quand une ville différente de la nôtre ou un État étranger souhaite créer une structure de ce niveau et de cette taille, c'est très souvent Monsieur Gudin de Vallerin qui est appe-

lé en qualité d'expert. Il est allé notamment au Canada expliquer comment la nôtre fonctionnait. Et tous les avantages qu'il y avait à développer ce type de service.

### **Monsieur le Président**

Un chiffre à retenir : 14 médiathèques présentes. Et une quinzième, celle de Saint Jean de Vedas, par accord avec Madame Guiraud, la Maire, qui, sera transférée dans le domaine métropolitain. Cela portera le total à 15 médiathèques. Ces médiathèques ont une activité extrêmement soutenue. Il n'est pas rare que chaque mois il y ait des manifestations, des animations autour des comptes, pour les enfants, sur la lecture publique. Il est donc important que nous renforçons notre présence auprès des médiathèques. C'est pour ça que je proposerai à un élu ou une élue d'être présent avec Bernard Travier pour être sur le terrain dans toutes les médiathèques de la Métropole. Parce qu'il y a des animations en permanence. Il y a aussi des animations pour les publics empêchés. Et, là, il faut remettre un certain nombre de manifestations qui, malheureusement, sont tombées un peu en désuétude. Notamment celles qu'il y avait à la médiathèque de la gare, à Pignan, où il y avait des manifestations à l'intention des enfants atteints de surdité. Cela nous a été demandé il y a quelque temps. De remettre en place ces manifestations. Donc, il faut refaire avec Monsieur Gudin de Vallerin et je lui en ai parlé, une petite évaluation interne, parce que c'est un réseau formidable. J'ai eu l'honneur de piloter pendant une douzaine d'années le réseau des points lecture de l'Hérault. Il n'y a qu'une quinzaine de communes sur les 334 qui n'ont pas de point lecture. Et j'ai eu l'honneur d'en créer une centaine. Pendant 12 ans. C'est souvent un lieu culturel extrêmement prisé et important pour les communes. Parce qu'il rassemble, dans l'intergénérationnel, le partage de l'écrit et l'apprentissage des savoirs fondamentaux. Donc, les médiathèques doivent être mises à l'honneur. Beaucoup de travail est fait et on ne le sait pas assez.

### **Bernard TRAVIER**

Les médiathèques accompagnent aussi des événements importants. Je pense par exemple à Partir en livre qui a remplacé Lire en short. Nous le menons avec le Ministère de la culture, sur les médiathèques. Métropole en jeux va également débuter dans peu de temps. Il y a également tout ce qui touche au cinéma. La médiathèque Fellini est spécialisée et nous allons rapatrier à la centrale ce qui se faisait à Fellini.

Vous avez parlé, Monsieur le Président, des publics empêchés. La médiathèque effectue là aussi un très grand travail en direction des détenus de la maison d'arrêt. Et je dois dire que j'ai renoué des relations avec la maison d'arrêt, ce qui est très important. Son nouveau directeur m'a reçu longuement. Il a auditionné certains détenus pour donner leur sentiment sur la politique culturelle à destination des détenus. C'est la première fois que cela se fait. Je pense qu'aucune autre Métropole n'a pu obtenir cela. Cela a été possible grâce à ce nouveau directeur qui m'a assuré de son soutien complet dans le domaine de la culture. Mais il n'y a pas que les détenus, mais aussi les jeunes suivis par la protection de la jeunesse. Il y a aussi les personnes âgées. Vous avez cité la médiathèque de Pignan et elle a du personnel engagé, disponible, comme dans toutes les autres, qui va jusque chez les personnes âgées ou handicapées, porter des ouvrages et les récupérer. C'est volontairement que ces gens le font mais cela contribue au rayonnement de nos médiathèques. Donc, il y a les détenus, les jeunes suivis par la PJJ, les handicapés, les personnes hospitalisées, et nous avons une convention particulière avec l'hôpital de la Colombière, qui prend en charge les malades atteints de la maladie d'Alzheimer. Tout cela fonctionne très bien. Nous avons un déficit de communication, vous l'avez relevé, Monsieur le Président, mais nous allons y remédier. Je n'ai pas parlé de *Ideas box* qui est une sorte de module créé par Philippe Starck qui se déplace dans la ville là où, justement, il y a un creux en matière de diffusion du livre.

### **Monsieur le Président**

Vous auriez pu rajouter les fonds précieux mis à disposition de nos hôtes étrangers lorsqu'ils viennent à Montpellier comme l'autre fois la délégation russe qui a bénéficié des écrits que nous avons en cyrillique qui datent des 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> siècles, et qu'ils ont pu apprécier.

### **Bernard TRAVIER**

Outre les fonds anciens, il y a lieu de rappeler, que bon nombre d'auteurs ou héritiers d'auteurs font confiance à la médiathèque centrale et déposent leurs archives. J'ai reçu il y a trois semaines environ le fonds Yves Navarre. Les héritiers sont venus de Suisse pour le déposer à Montpellier. Nous avons également reçu beaucoup d'archives de Frédéric Jacques Temple, de Léo Malet, de Max Rouquette, de Gaston Baissette, et ce n'est pas fini. Je travaille régulièrement sur un autre projet et nous allons recevoir d'autres archives littéraires importantes. J'ajoute que ce type de dépôt a incité l'une des plus anciennes familles du Languedoc à envisager de déposer ses archives familiales à la médiathèque centrale Émile Zola parce qu'ils savent que



nous garantissons la numérisation et la consultation, et l'ouverture de tous ces documents. Nous avons 2 500 visiteurs par jour. La consultation pour les chercheurs, les étudiants et tous ceux qui travaillent, dans une liberté totale. Ce travail se poursuit.

**Monsieur le Président**

Il faut le dire parce qu'on n'en parle jamais alors que c'est fondamental. Il est fondamental de savoir qu'il y a un fonds ancien, et un fonds lié aux collections qui sont déposées par les familles. Il y a également des livres d'art, qui sont présents et, surtout, et je pense que nous signerons bientôt les conventions, le fonds de l'INSA avec le partenariat avec la BNF qui mérite d'être souligné. Il existe, mais personne ne le sait. Cela fait partie de ce que l'on doit médiatiser beaucoup plus.

**Bernard TRAVIER**

Et nous avons également un fonds merveilleux de livres d'art qui est le fonds Sabatier d'Espeyran. Où il y a des merveilles absolues, que ce soit en livres anciens, ou en ouvrages contemporains.

**Monsieur le Président**

Je félicite Madame la conservatrice des archives, qui a fait une acquisition, aujourd'hui, de plusieurs ouvrages très intéressants à un prix intéressant. Merci. Et je remercie Monsieur Gudín de Vallerin qui a acheté 45 lettres manuscrites et signées de Jean-Jacques Régis Cambacérès.

Je passe au dernier vote et je vous donne le résultat. Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 87, 4 votes blancs et 5 nuls, 78 des suffrages exprimés. Liste numéro 1 : 60 voix. Liste numéro 2 : 18.

Sont donc élus pour la Commission de Délégation de Service Public relative au service public de l'énergie : Mme T. DA SYLVA, Mme R. ILLAIRE, M. H. DE VERBIZIER, M. G. LANNELONGUE, M J. RAYMOND.

Et, comme suppléants, M. G. BARRAL, M. JM ALAUZET, Mme V. DEMON, Mme A. BRISSAUD et Mme C. DONADA.

Je fais voter le Schéma de développement culturel territorial pour la lecture publique dans les 31 communes de la Métropole.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 60 : CULTURE - MEDIATHEQUES - CONTRAT TERRITOIRE LECTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 61 : CULTURE - MEDIATHEQUES - CONVENTION DE COOPERATION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMEDIA AVEC LA COMMUNE DE SUSSARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 62 : CULTURE - MEDIATHEQUES - PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIES AUX RESIDENCES DE CREATION LITTERAIRE ET DEMANDES DE SUBVENTIONS AFFE-RENTES - APPROBATION**

*M. N. SEGURA sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (l'abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

**Bernard TRAVIER**

Nous avons accueilli lors de la première résidence, un auteur qui avait optimisé le prix Senghor, Ali Zamir. Il a profité du temps passé dans sa résidence pour écrire son second roman. *Le Monde* lui a consacré un article élogieux, le 6 octobre 2017, dans *Le Monde des livres*. C'est donc une réussite totale. Il a respecté la convention passée avec nous. Son deuxième ouvrage est sorti. Il a été publié et très bien salué par la critique. Il a en plus choisi de rester à Montpellier.

**AFFAIRE N° 63 : CULTURE - MEDIATHEQUE JULES VERNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - ÉQUIPEMENT CULTUREL D'INTERET METROPOLITAIN - MODIFICATION DE LA LISTE DES EQUIPEMENTS TRANSFERES - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Ce transfert nécessite, pour le vote, une majorité qualifiée. La majorité simple ne suffit pas. Qui demande la parole ?

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 64 : CULTURE - MEDIATHEQUES - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX DE LA MEDIATHEQUE CENTRALE EMILE ZOLA AU BENEFICE DES ARCHIVES MUNICIPALES DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme A. LLEDO sort de séance.*

*Mme C. HART sort définitivement de séance.*

**Bernard TRAVIER**

Nous souhaitons prolonger de cinq ans de plus la convention.

**Monsieur le Président**

Le temps que les travaux des anciennes archives se réalisent. Puisque, aujourd'hui, elles sont squattées, occupées par le squat de l'Utopia, et qu'ils ont tout détruit à l'intérieur.

Le tribunal a donné acte aux squatters.

**Bernard TRAVIER**

Ils ont huit mois de délai.

**Monsieur le Président**

Ils ont bricolé, pour faire leur potager, les ossements du cimetière qui est en cours de transfert et j'ai reçu dernièrement une lettre du squat et de l'avocat des squatters, me demandant de ne pas toucher au potager lorsque nous enlèverons les ossements. C'est de l'humour noir. Il faut le faire. Mais c'est comme ça.

Je profite de cet instant pour remercier le Conseil général de l'Hérault de Gérard Saumade puisque, lors de la création de la médiathèque Émile Zola, le Conseil général dans sa session budgétaire de Béziers a accordé une subvention importante pour la création de la médiathèque. Je n'ai pas pu le faire à l'époque, puisque je n'y étais pas. Mais il faut rendre à César ce qui appartient à César. C'était une magnifique réalisation due à Georges Frêche et Raymond Dugrand. Mais Gérard Saumade, à l'époque, a accepté de financer. Ce qui était assez rare et qui mérite d'être remercié, même avec quelques années d'écart.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 65 : CULTURE - OPERA COMEDIE ET AGORA, CITE INTERNATIONALE DE LA DANSE - AVENANTS N°2 AUX CONVENTIONS D'AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme A. LLEDO et M. N. SEGURA entrent en séance.*

*Mme C. JABADO et Y. PELLET sortent de séance.  
M. J. DOMERGUE sort définitivement de séance.*

**Bernard TRAVIER**

C'est le bâtiment de l'opéra Comédie qui accueille l'orchestre Opéra national de Montpellier Occitanie qui propose chaque année sa programmation. La convention qui régit cette occupation remonte au 24 mai 2012. Comme elle arrive à échéance, il est proposé de la prolonger, par un avenant, jusqu'au 31 décembre 2017 ce qui nous laisse le soin de préparer la suivante. Il n'y a pas de modification de la convention.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : M. G. BARRAL, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. B. TRAVIER.

**Monsieur le Président**

Pour information, sur la danse, et sur le festival Montpellier danse, j'ai demandé à Jean-Paul Montanari de rester jusqu'en 2020 à la tête du festival. Et il a accepté.

**AFFAIRE N° 66 : CULTURE - COMEDIE DU LIVRE 2018 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIES A LA VENUE DES INTERVENANTS ET DEMANDES DE SUBVENTION - APPROBATION**

*M. T. DEWINTRE sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Cette édition de la Comédie du livre a l'aval des deux Ministères de la culture, le Ministère de notre gouvernement, et le Ministère hollandais. Qui acceptera de financer une partie de la manifestation. Je remercie l'ambassadeur des Pays-Bas à Paris qui a fait le déplacement spécifiquement pour venir discuter de tout cela avec moi à Montpellier. C'est une personne très classe. Je le remercie.

**Bernard TRAVIER**

Il s'agit du renouvellement de l'opération et nous devons prendre en charge les frais de déplacement, les frais d'hébergement, et les frais de restauration des intervenants, des auteurs. Je rappelle que nous sommes maintenant aussi obligés d'indemniser les auteurs lorsqu'ils interviennent et donnent une conférence. C'est la condition posée par le centre national du livre pour que nous puissions bénéficier de sa subvention. Donc, nous nous sommes mis aux normes. Il n'y a pas eu de problème. Nous vous demandons de nous autoriser à demander des subventions à l'ambassade des Pays-Bas, au centre national du livre, à la société française des auteurs, et à la Région Occitanie qui, d'ailleurs, l'année dernière, nous a aidés.

**Monsieur le Président**

La Région est présente sur la Comédie du livre depuis le début. Et le Département aussi. Ils ne participent pas au financement mais il est présent par le chapiteau des médiathèques de lecture publique puisque le Conseil départemental, par délégation de l'État, exerce la compétence lecture publique sur tout le territoire départemental.

**Bernard TRAVIER**

Et la Région nous a aidés, récemment, pour la réception des archives Navarre.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 67 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE AVEC LE CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS) DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Concernant le conservatoire, Monsieur Perez est là, et je demande à la SA3M d'activer les travaux. Il faut absolument que les murs commencent à être démolis avant Noël. Que les démolitions commencent. Parce que je n'ai pas envie d'être en retard. S'il reste encore quelques salles à aménager en 2020, cela ira. Mais, s'il y a trois caïrons qui sont posés et que dessus il n'y a rien du tout, cela va me faire peur. Et je ne dormirai pas la nuit. Je compte donc sur vous, Monsieur Perez.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

**AFFAIRE N° 68 : CULTURE - MANIFESTATION "LA METROPOLE FAIT SON CIRQUE" - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS ET CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

*MM. Y. PELLET et T. DEWINTRE entrent en séance.*

*Mme J. FRECHE sort définitivement de séance.*

**Monsieur le Président**

Monsieur Travier, dites-nous dans quelles communes va se déployer ce merveilleux festival.

**Bernard TRAVIER**

Je rappelle que, depuis mon arrivée à la culture, j'ai demandé très précisément ce qui se passait avant et de quelle manière les événements étaient distribués. J'ai décidé de rétablir une équité qui ne me paraissait pas évidente. Et j'ai fait comprendre à certains que ce n'était pas eux qui décidaient mais la Métropole, avec une validation du Président. Il a fallu trois ans, mais certains ont compris. Et cela marche beaucoup mieux maintenant. Je précise que ces tableaux d'affectation sont à la disposition de tous les élus et que tous les adjoints à la culture qui participent à la commission culture, et ils sont nombreux, sont parfaitement au courant de ce qui est fait. Donc, cette année, j'ai veillé à ce que tout le monde ait quelque chose. À 3 ou 4 ans de délai. Je précise aussi qu'il faut que les lieux soient adaptés et que la commune soit volontaire. On ne peut pas imposer cette manifestation si elle n'est pas souhaitée. Les quatre communes retenues sont Cournonterral, Grabels, Jacou et Vendargues. Cela me paraît politiquement très sain. Mais, maintenant, c'est aux différents maires d'apprécier.

**Monsieur le Président**

Je rassure les maires qui en doutaient tout à l'heure. Vous voyez que les Montpelliérains ont une conception du territoire qui est quand même relativement ouverte. Il n'y a même pas Montpellier dans la liste.

**Bernard TRAVIER**

Et j'ai rappelé, à la commission culture, à deux reprises, parce que lors d'une réunion il manquait des gens pour des raisons particulières que, Monsieur le Président, vous ne m'aviez jamais donné quelque instruction que ce soit après les événements que nous avons connus, pour modifier notre politique culturelle à l'égard de certaines communes.

**Monsieur le Président**

Mais, moi, je fais confiance totalement mais, à un moment, quand je sens que l'anesthésie arrive, et que je me réveille en cours d'opérations, alors, là, après, je me débats, et je fais ce que j'ai à faire.

**Bernard TRAVIER**

Aujourd'hui, il s'agit de voter sur les subventions qui sont accordées pour permettre l'événement au pôle cirque Occitanie d'Alès, à l'école de cirque de Montpellier, à Zepetra qui est à Castelnau-le-Lez et à l'école de cirque Kérozen et Gazoline. Il n'y a aucune modification, là non plus.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 69 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ LIVE NATION FRANCE FESTIVALS DANS LE CADRE DU FESTIVAL "I LOVE TECHNO 2017" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme C. LEVY-RAMEAU sort de séance.*

**Monsieur le Président**

Cet événement se déroule le 16 décembre à Pérols, au parc des expositions. Vous êtes tous conviés à venir mixer. Vous n'y allez pas, Madame Lledo ?

**Audrey LLEDO** *s'exprime hors micro.*

**Monsieur le Président**

Monsieur Travier, répondez. Parce que je savais qu'elle allait dire ça.

**Bernard TRAVIER**

Qu'est-ce qui pêche du côté de la sécurité? Vous n'y avez jamais mis les pieds, si j'ai bien compris. Parce que vous avez peur. Moi, là, j'ai peur pour mes oreilles. Moi, j'y vais chaque année, avec Monsieur le Maire, avec Monsieur Rico, et nous mixons. Des bouchons sont fournis à toutes les personnes qui veulent venir. J'ajoute qu'il y a je ne sais combien d'écrans de contrôle qui mesurent l'intensité volumétrique parce que la loi a posé des bornes. Je puis vous dire que, si les organisateurs ne les respectaient pas, ils auraient de sérieux problèmes, et la commission de sécurité refuserait l'ouverture du site. Donc, franchement, que vous n'aimiez pas la musique techno, c'est votre droit et je peux le comprendre. Mais ne venez pas dire que les conditions de sécurité ne sont pas respectées. Parce que c'est la responsabilité des maires. Et, lorsqu'il y a une discussion à propos de la sécurité, le Maire de Pérols a tenu bon, et n'a pas lâché prise. Je vous garantis que c'est lui qui avait raison. Parce qu'ils ont joué la montre jusqu'au dernier moment, en imaginant qu'il allait lâcher. Il avait raison. Il a tenu bon. Cela posait des problèmes mais nous sommes arrivés à les dépasser. Les organisateurs sont revenus. La confiance est installée. Et nous travaillons ensemble.

**Jean-Pierre RICO**

J'ai peu de choses à rajouter si ce n'est que, en tant que Maire de la Ville, je suis président de la commission de sécurité. En 2014, effectivement, la manifestation a été interdite. Elle n'a pas été annulée. Elle a été interdite par l'autorité. Depuis 2015, 2016, et la manifestation 2017 va fonctionner dans des conditions parfaites. Les commissions de sécurité se sont déjà réunies à plusieurs reprises. Toutes les mesures sont prises pour que cette manifestation se tienne dans les meilleures conditions et il n'y a pas à avoir de doute quant à la sécurité de cette manifestation.

**Audrey LLEDO**

Si je m'abstiens, ce n'est absolument pas pour une raison de goûts musicaux. Ils me sont personnels et ils ne regardent que moi. Mais, Monsieur Rico, nous sommes bien d'accord, il avait été annulé le jour J, ce festival ? L'année dernière, il y a eu des plaintes pour attouchements sexuels dans ce festival. J'ai lu la presse. Il y a eu des overdoses. Il y a eu des vols. Donc, moi, je m'abstiens.

**Monsieur le Président**

Vous ne votez pas contre, donc. Alors ça va.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

**AFFAIRE N° 70 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - MAERA -  
CREATION DU COMITE DE SUIVI ET DESIGNATION DES MEMBRES - APPROBATION**

*Mmes C. LEVY RAMEAU et C. JABADO entrent en séance.*

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Ce point est important puisqu'il concerne la création du comité de suivi et la nomination de ses membres. Il avait déjà été créé en 2004 mais il avait été créé pour une certaine durée. Il faut aujourd'hui voter à nouveau. Nous repartons avec les mêmes collèges, les mêmes personnes mais nous étoffons le collège des personnalités. Il y a différents collèges. Dans le collège des acteurs institutionnels, nous gardons les mêmes personnes qui étaient là en 2004 mais nous rajoutons un volet énergie qui sera très important avec le directeur régional délégué de l'ADEME. Il y a également le collège des élus. Nous rajoutons là le président du SYBLE et le président du SYMBO. À l'époque, nous étions très orientés vers la mer. Aujourd'hui, nous souhaitons orienter ceci également vers les cours d'eau pour intégrer des acteurs qui étaient absents précédemment. Il est important de les rajouter. Le collège des associations et professionnels de la mer verra se rajouter trois personnes, le président des compagnons de Maguelone, le président de France nature environnement, et le président de l'association Mosson Coulée verte. Ensuite, dans le collège d'universitaires, de chercheurs, nous ajoutons le Président d'Aquavallée et le Président de l'observatoire de l'eau. Le collège des usagers comprend aujourd'hui trois habitants de Lattes qui font partie des riverains rencontrés dans le cadre des tournées odeurs pilotées par les services. Mais ce groupe peut être agrandi si la commune de Lattes le désire.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 71 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - MANDAT POUR L'OPERATION DE RENOVATION / EXTENSION / EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DE-METER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE AU TITRE DE 2016 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je ne prends pas part au vote.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'a pas pris part au vote : M. P. SAUREL.

**AFFAIRE N° 72 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - MANDAT COMPLEMENTAIRE POUR LA REALISATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST AU TITRE DE 2016 - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION**

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).*

A voté contre : Mme A. LLEDO.

N'ont pas pris part au vote : Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

**AFFAIRE N° 73 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - COMMUNE DE LATTES - TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE LA VOIRIE DU CHEMIN DE LA JASSE DE MAURIN - CONVENTION DE REMBOURSEMENT AVEC SNCF RESEAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*MM. G. BALAZUN et T. BREYSSE sortent de séance.*

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*



**AFFAIRE N° 74 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION D'ENTRETIEN DES ESPACES PUBLICS DU PRAE VIA DOMITIA AVEC LE SYNDICAT MIXTE DU PRAE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : M. C. COUR, M. P. DUDIEUZERE, M. L. JAOUL, Mme E. LLORET, Mme C. MARION, M. G. PASTOR.

**AFFAIRE N° 75 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2017- TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LES COMMUNES DE COURNONSEC ET LAVERUNE - MODIFICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE RESEAUX SUR LA COMMUNE DE BEAULIEU - DEMANDE DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Roger CAIZERGUES**

Je souhaiterais simplement que soit portée une légère modification à cette délibération. Je souhaiterais que figure, dans les travaux à réaliser sur les voiries, deux rues qui ne sont pas dans cette délibération et qui, initialement, était prévues. À savoir, la rue Jean Moulin et la rue du Mas Saint-Roch. Ce qui éviterait de prendre une délibération complémentaire. Je demande donc de bien vouloir ajouter les deux rues que je viens de mentionner.

**Monsieur le Président**

Je vous propose de l'étudier en commission. De le faire passer d'abord en commission, et de le mettre dans une affaire complémentaire.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

N'ont pas pris part au vote : M. J.-M. ALAUZET, Mme T. DA SYLVA, Mme I. GUIRAUD, Mme R. IL-LAIRE, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUS-SERT, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES.

**AFFAIRE N° 76 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - MADAME CLAIRE LAVICTOIRE - RESILIATION ANTICIPEE DE BAIL - ABANDON DE CREANCE - AUTORISATION**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

**AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION - ÉQUIPEMENT D'INTERET METROPOLITAIN - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET REPARTITION DES COUTS - RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

**AFFAIRE N° 78 : HORS COMMISSION - APPRENTISSAGE DE LA NATATION - AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*MM. G. BALAZUN et T. BREYSSE entrent en séance.*

### **Jean-Luc MEISSONNIER**

Il s'agit de l'apprentissage de la natation. Il s'agit d'attribuer une subvention aux différents clubs qui soutiennent cette démarche, notamment, et qui permettent à un public défavorisé de pouvoir accéder au BNSSA notamment et de trouver un emploi, après, pendant les périodes de vacances. Donc, il s'agit du BNSSA et d'une subvention de 2 000 euros au club de nage avec palmes, 2 000 euros à Montpellier sauvetage, 2 000 euros à Montpellier Paillade natation, et 2 000 euros pour le club Aqualove. Il s'agit donc d'une démarche que nous avons renouvelée depuis cinq ans. C'est la cinquième année. Elle permet à des jeunes en situation précaire de trouver un travail et de travailler.

### **Monsieur le Président**

L'objectif de ce dispositif est de permettre à tous les enfants entrant en classe de sixième de savoir nager. Au centre nautique Neptune. A la Paillade. A la Piscine Vivès, avec Montpellier sauvetage. A la piscine Nakache, avec l'ASPTT, et à Pitot avec Aqualove. Les piscines de la Métropole. Tant que nous en sommes aux piscines, comme je l'ai dit l'autre fois, à la réunion de quartier hôpitaux facultés, nous sommes prêts à financer la piscine de la Motte rouge. Je le dis une nouvelle fois. Il faut l'accrocher au contrat de plan État-Région. Ainsi, l'université, la Région et nous-mêmes, nous sommes capables de récupérer cette piscine. C'est dommage d'avoir un équipement de ce niveau, et de ne pas le mettre à la disposition des habitants du nord de Montpellier et des communes. Entre la piscine de Saint-Brès et de Jacou, d'un côté, et la piscine Neptune, à la Paillade, il n'y a pas d'équipement piscine. Alors que ce serait bien pour toutes les communes qui sont dans ce secteur. Parce que c'est une belle piscine. Mais il faut la restaurer. Et il y a entre 2,5 et 3 millions d'euros de travaux parce qu'il faut refaire toutes les charpentes.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

### **AFFAIRE N° 79 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION ENSEMBLE CONTRE LE SIDA SIDACTION A L'OCCASION DE LA 14EME FETE DES VIGNES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

### **AFFAIRE N° 80 : HORS COMMISSION - CONVENTION RELATIVE A LA LOGISTIQUE URBAINE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE GROUPE LA POSTE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

C'est très important. Afin de permettre une organisation optimale des transports de marchandises, la Métropole et La Poste partageant des intérêts communs en termes de logistique urbaine ont décidé de signer une convention de partenariat dans ce sens. Nous co-signerons cette convention bientôt. Et je remercie l'ensemble des services qui ont travaillé. Et notamment Monsieur Rico. Avec Monsieur Nurit, Monsieur Ounoughi, Monsieur Fina et Monsieur Hémain.

### **Isabelle TOUZARD**

Je souhaitais moi aussi souligner l'aspect extrêmement important de cette délibération. C'est un secteur dans lequel les questions d'engorgement du centre-ville, avec les livraisons à domicile, sont de plus en plus fréquentes, avec les achats à distance, etc. Il y a d'énormes soucis avec la circulation, là. Surtout, c'est un secteur où l'on peut aussi travailler avec un public d'insertion. Cela est stipulé dans la délibération et il ne faut pas le négliger. C'est donc une étape importante dans la vie de la Métropole.

### **Monsieur le Président**

Merci. Je rappelle et je précise que le plan de logistique urbaine sera associé au schéma de cohérence territoriale. La réflexion sur la logistique urbaine sera ainsi intégrée dans le SCoT est dans le PLUI.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*



## **AFFAIRE N° 81 : HORS COMMISSION - REMBOURSEMENT DES FRAIS DE MISSION DES AGENTS - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

## **AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION - COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - COMPOSITION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).*

S'est abstenu(e) : Mme A. LLEDO.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Je voulais vous parler de quelque chose qui nous a surpris. Nous sommes venus, avec quelques élus, à la pose de la première pierre des halles Laissac et, à en croire les gens bien informés, comme la presse, il devait y avoir des émeutes, des événements alors qu'il semble que le projet fasse l'unanimité. Je tenais à vous féliciter d'avoir réussi à rassembler autant de monde autour d'un projet tel que celui-ci qui concerne les habitants locaux mais surtout les commerçants. En tant qu'ancien commerçant, je connais les difficultés qu'il peut y avoir à faire l'unanimité pour un tel projet. C'est un projet que j'ai découvert en même temps que la pose de la première pierre, et je tenais à féliciter tous les acteurs, notamment tous ceux qui ont travaillé sur ce projet. J'ai appris que les services de la Ville de Montpellier avaient participé à l'élaboration de ce programme-là. Je tenais à le dire.

**Monsieur le Président**

Merci. C'est un prototype tout à fait innovant et nous en déposerons le brevet. Parce qu'il est fait avec des matériaux ultramodernes. C'est une halle high-tech avec des panneaux photovoltaïques, qui arrive à générer sa propre autonomie énergétique et sera capable d'approvisionner la place Laissac en termes d'éclairage public. Et, elle est décorée par l'école des Beaux-arts de la Métropole. Après un concours avec les étudiants. Donc, c'est un projet participatif formidable. En concertation avec les habitants, depuis le début. C'est un exemple de concertation. Nous devrions tous avoir une médaille pour ce projet.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h00.*